

Céreq

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

Centre de Recherches sur les Qualifications

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Exploitation des déclarations fiscales des employeurs n°24-83 - Année 1996

NUMÉRO / JUIN 1999

documents

143

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I - RÉSULTATS GÉNÉRAUX	7
A. L'évolution de la formation continue en longue période	9
B. L'effort de la formation des entreprises de dix salariés et plus en 1996	14
1 - La mesure financière de l'effort de formation	14
1.1 - Le taux de participation financière	14
1.2 - La structure des dépenses	15
2 - Les formations et les stagiaires	17
2.1 - Plan de formation, congé individuel et alternance	17
2.2 - La répartition des catégories socioprofessionnelles (CSP) par grands indicateurs	17
2.3 - L'âge et le sexe	18
CHAPITRE II : LA FPC SELON LA TAILLE ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1996	21
A - La formation continue et la taille des entreprises	23
1 - Données générales par taille d'entreprises	23
2 - Le taux d'accès selon la qualification	23
3 - La durée moyenne des stages	24
4 - L'effort physique de formation	25
B - Les secteurs d'activité économique et la formation continue	28
1 - Le taux de participation financière	28
2 - Le taux d'accès à la formation continue	29
3 - La durée moyenne des stages	30
4 - L'effort physique de formation	30
ANNEXES	33
Annexe 1 - Méthodes et sources	35
Annexe 2 - Tableaux sectoriels détaillés 1996	41
Annexe 3 - Tableaux régionaux détaillés 1996	65
Annexe 4 - Fac-similé de la déclaration fiscale n° 24-83	79

INTRODUCTION

La loi du 16 juillet 1971 et ses différents aménagements ont institué une participation obligatoire au financement de la formation professionnelle continue pour les entreprises employant au minimum dix salariés. Depuis 1972, le Céreq est chargé par le Comité interministériel de la formation professionnelle du traitement statistique des déclarations fiscales des entreprises (n°24-83).

Des rapports annuels sont établis par le Céreq et diffusés auprès des partenaires institutionnels et de l'ensemble des utilisateurs nationaux, professionnels et régionaux. Ils fournissent des résultats détaillés sur la formation professionnelle continue depuis 1972.

Par ailleurs, depuis 1997, le Céreq met à disposition du public sur son site internet (<http://www.cereq.fr>) un certain nombre de résultats issus de ces traitements.

De plus, les principaux résultats sont repris chaque année par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle et la Direction de l'Animation, de la Recherche, des Etudes et des Statistiques du Ministère de l'Emploi, dans le document annexé à la loi de finances relatif à la formation professionnelle.

Le présent volume présente les résultats de l'exploitation des données définitives issues des déclarations fiscales au titre de l'année 1996. L'accent est mis sur le caractère synthétique de l'information proposée (des données plus détaillées sont disponibles auprès du Céreq).

Il comporte :

- Un panorama global de la formation professionnelle continue : les grandes tendances et les chiffres-clés ;
- Une présentation des résultats de la participation des employeurs à la formation continue des salariés par taille et secteurs d'activité économique.

Chapitre I

Résultats Généraux

A – L'évolution de la formation continue en longue période

Sur la période 1974-1996, le TPF a doublé. Sur 20 ans¹, on observe nettement trois grandes périodes différentes quant aux évolutions du TPF et du taux d'accès :

1) **1974 - 1980** : c'est la période de démarrage de la loi, de son inscription dans les pratiques d'entreprises. C'est aussi la période de la crise. On constate entre 1974 et 1980 une relative stabilité du Taux d'accès tandis que le TPF entame sa croissance dès 1976; le coût horaire des stages, quant à lui, connaît une forte croissance ;

2) **1980 - 1991** : période de modernisation de l'appareil productif marquée par des investissements importants tant technologiques qu'organisationnels, et par des mesures « de productivité » dans les grandes entreprises industrielles.

La formation continue acquiert un rôle stratégique dans la gestion de ces mutations, ce qui se traduit par une envolée de la participation financière des entreprises et par une hausse continue du taux d'accès. Cette croissance du TPF est principalement due à la conjugaison des évolutions à la hausse du taux d'accès et du coût horaire². En revanche, la durée moyenne des stages évolue régulièrement à la baisse.

**Tableau 1 - Evolution des grandes variables depuis 1991
(plan de formation et CIF)**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
TPF	3,2	3,26	3,29	3,29	3,26	3,25
Taux d'accès à la formation (%)	32,3	32,9	33,2	33,6	34,1	35,0
Durée moyenne des stages (heures)	49	48	45	43	42	40
Effort physique (heures)	15,7	15,8	15,1	14,6	14,4	14,0

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

¹ Les données longues présentées ici ont été construites différemment avant et après 1993. En particulier l'effet de l'utilisation de la source DADS de l'INSEE n'a pas été répercuté sur les années qui précèdent 1993. L'utilisation de cette source amplifie notamment le retournement par un simple effet de niveau.

² Rappel : TPF = coût horaire des stages * taux d'accès * durée moyenne des stages * inverse du taux de salaire moyen (voir encadré).

LES VARIABLES DE LA FORMATION CONTINUE

A partir des déclarations d'employeur 24.83 concernant l'effort de développement de formation professionnelle continue, trois séries d'indicateurs ont pu être constitués permettant d'appréhender:

- l'intensité de l'effort de formation continue,
- les modalités de formation
- l'accès à la formation des grandes catégories socioprofessionnelles.

Rappelons que la formation continue telle qu'elle est rapportée par la source 24.83 répond aux normes prévues par la loi et ses décrets d'application. Se trouve, de fait, exclue des formations recensées, toute une série de pratiques de formation considérées comme "non imputables" par les entreprises: formation sur le tas, en liaison directe avec le travail de production, etc.

A/L'intensité de l'effort de formation

Elle est traditionnellement mesurée depuis la loi de juillet 1971 par le taux de participation financière (TPF) qui rapporte les dépenses de formation au total des salaires:

$$TPF = \text{Total dépenses de formation} \times 100 / \text{Total masse salariale}$$

On peut également rapporter les dépenses de formation à l'effectif salarié ce qui permet d'évaluer les dépenses par tête (TDT) et de donner l'effet du salaire moyen inhérent au TPF :

$$TDT = \text{Total dépenses de formation} / \text{Effectif salarié}$$

Par ailleurs, l'intensité de l'effort de formation peut être évaluée à partir d'indicateurs physiques mesurant l'importance des heures de formation (l'effort physique de formation encore appelé espérance de formation) ou des stagiaires par rapport à l'effectif salarié (Taux d'accès à la formation, taux de stagiaires ou encore chances d'accès à la formation):

$$EF = \text{Nombre total d'heures de stages} / \text{Effectif salarié}$$

$$TSTTOT = \text{Nombre total de stagiaires} \times 100 / \text{Effectif salarié}$$

B/ Les modalités de formation

Outre un indicateur permettant de mesurer la durée des stages (DMS), on a cherché à évaluer les pratiques des entreprises et des secteurs en fonction des modalités de formation utilisées: formation interne (DEPINT) réalisée par et dans l'entreprise ou recours à l'extérieur:

$$DMST = \text{Total heures de stages} / \text{total stagiaires}$$

$$DEPINT = \text{Dépenses de formation interne} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

$$VF(\text{Versements aux FAF}) = \text{Versements aux FAF} \times 100 / \text{Total des dépenses de formation}$$

C/Le lien entre les variables

Par construction, il existe une liaison entre TPF, EF, TSTTOT et DMS :

$$TPF = 1/w * EF * CHST$$

où CHST est le coût horaire de formation et w le salaire moyen. Cette expression peut encore s'écrire :

$$TPF = CHST * DMS * TSTTOT * 1/w$$

3) **A partir de 1991**, le TPF marque un net infléchissement alors que le taux d'accès continue à croître mais de manière plus lente. Le coût horaire et la dépense par tête croissent jusqu'en 1993 alors que l'année 1994 marque un net ralentissement des dépenses de formation qui se traduit par la chute de la dépense par tête. L'accélération de la baisse de la durée des formations et le fléchissement de la croissance du taux d'accès expliquent l'essentiel de la décélération du TPF, puis sa réduction en 1995 et 1996. Cela pourrait indiquer que les entreprises modifient les modalités d'usage et de mobilisation de la formation continue.

Deux hypothèses peuvent être suggérées :

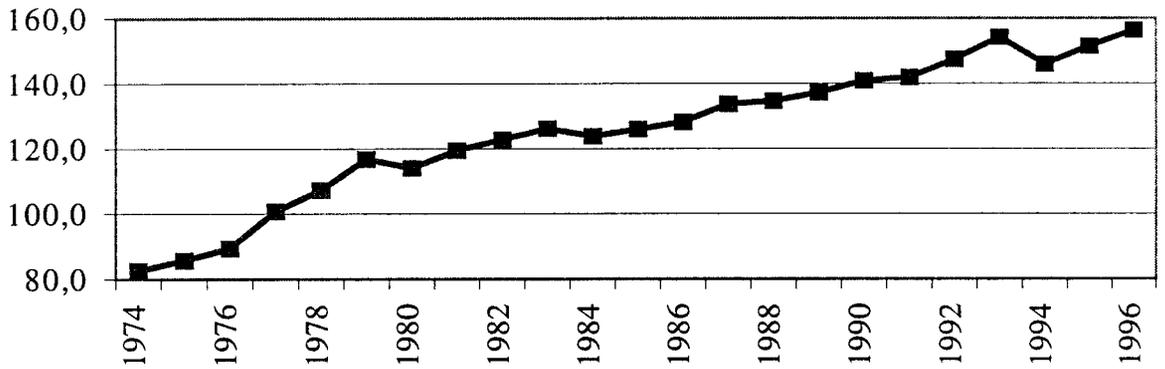
- d'une part, les mutations techniques et organisationnelles dans les firmes fortement consommatrices de formation continue (mise à niveau des salariés et reconversions) seraient moins intenses ;
- d'autre part, les formations seraient plus souvent assurées en interne, les entreprises (surtout les grandes) ayant investi préalablement dans la formation externe de formateurs relais (principe de démultiplication).

Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue

La loi fondatrice de 1971 a créé pour les employeurs d'au moins 10 salariés l'obligation de participer chaque année au financement de la formation au bénéfice de leur personnel. Le taux de cette participation est fixé chaque année par la loi de Finances. Il s'élève en 1996 à 1,5% de la masse salariale versée par l'entreprise pendant l'année de référence. Ce taux recouvre pour l'essentiel trois obligations des entreprises : l'obligation à l'égard du financement de la formation des salariés de l'entreprise connue sous l'appellation "plan de formation" ; l'obligation à l'égard du congé individuel de formation ; l'obligation à l'égard des formations en alternance (contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation).

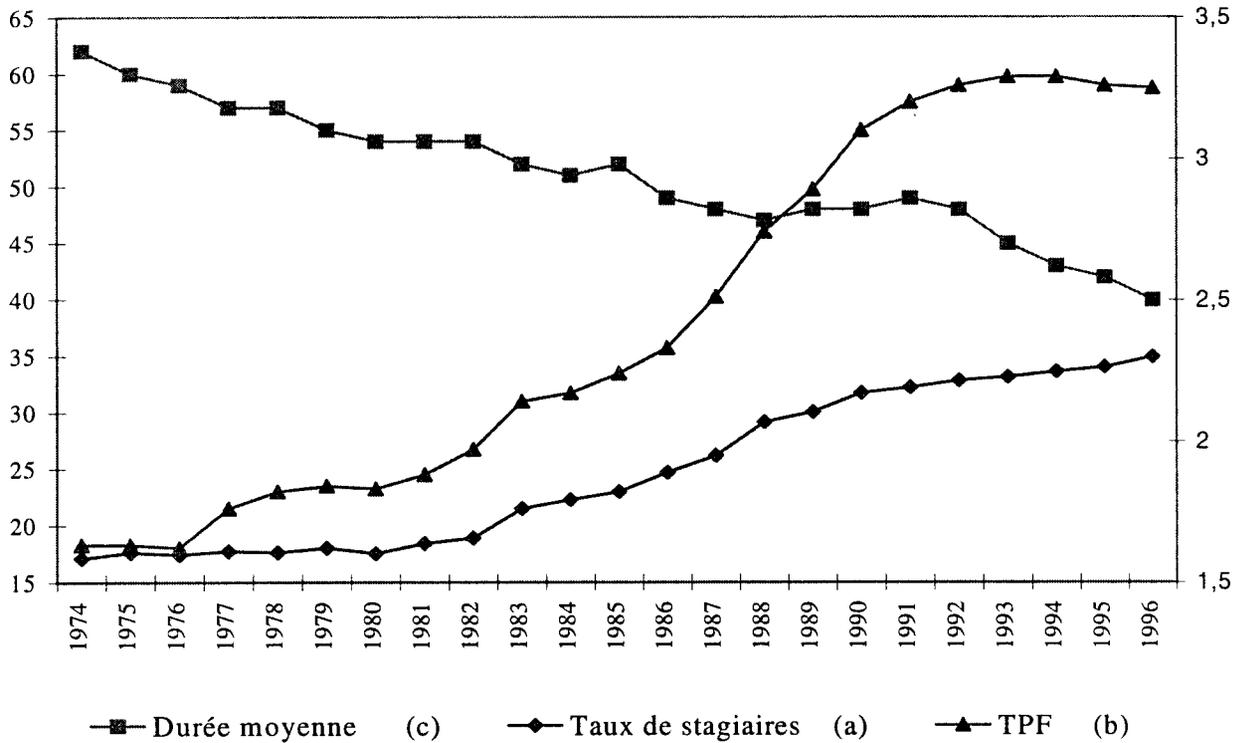
L'employeur a deux options principales pour participer au financement : financer des actions de formation pour ses salariés ou opérer des versements qui le libèrent de son obligation. Selon le cas, les actions de formation des salariés sont directement financées par les entreprises ou prises en charge par les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA). De nouvelles dispositions légales ont été introduites par la loi du 31 décembre 1991. Elles concernent notamment les entreprises de moins de dix salariés qui sont soumises à une contribution minimale de 0,15% de la masse salariale, les travailleurs indépendants, membres des professions libérales et des professions non salariées, pour lesquels est instaurée une contribution obligatoire correspondant, au minimum, à 0,15% du plafond annuel de la Sécurité sociale.

Évolution du coût horaire de la formation (en francs de 1980)

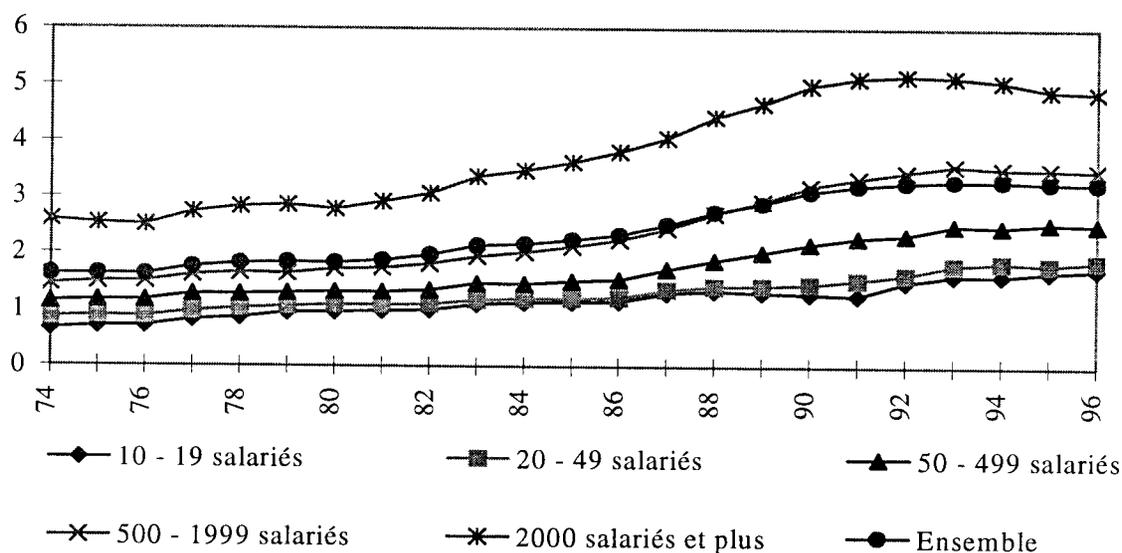


Évolution de long terme (1974-1996)

Durée moyenne
et taux d'accès



Évolution du Taux de Participation Financière (1974-1996)



Enfin, en ce qui concerne les évolutions de la participation des employeurs selon la taille des entreprises, on remarque que la catégorie des petites entreprises (10 à 50 salariés) a bien du mal à s'éloigner du seuil de l'obligation légale. A l'opposé, les grandes entreprises dépensent bien au delà du seuil. Ainsi, l'écart entre l'obligation légale et les pratiques des grandes entreprises n'a cessé de s'accroître sur la période et a contribué à maintenir les disparités entre les grandes entreprises et les petites même si depuis 1993, l'écart entre ces dernières en terme de TPF tend à se réduire. Néanmoins, le TPF croît sur la période quelle que soit la taille des firmes. Le retournement du trend du TPF se manifeste en premier lieu dans les très grandes entreprises où la formation est la plus sensible en terme de mode de gestion de la main-d'œuvre et où les volumes financiers sont les plus impliqués. Le graphique montre très nettement que le retournement a été plus précoce et plus important dans ces firmes, l'année 1993 étant le point d'inflexion.

Tableau 2 - Évolution du TPF depuis 1991

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 - 19 salariés	1,26	1,5	1,61	1,61	1,68	1,73
20 - 49 salariés	1,53	1,63	1,81	1,85	1,81	1,87
50 - 499 salariés	2,28	2,33	2,5	2,48	2,54	2,52
500-1999 salariés	3,33	3,45	3,57	3,51	3,50	3,48
2000 salariés et plus	5,12	5,16	5,14	5,06	4,90	4,87
TOTAL	3,2	3,26	3,29	3,29	3,26	3,25

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

B. L'effort de formation des entreprises de dix salariés et plus en 1996

L'étude porte sur 112 875 entreprises et 10 036 415 salariés. Les dépenses de formation s'élèvent pour l'année 1996 à près de 45,5 milliards de francs.

1 - La mesure financière de l'effort de formation

1.1 - Le taux de participation financière

Les résultats de 1996 confirment bien la tendance à la baisse du TPF. Le ralentissement dans la progression de ce taux observé dès 1991 semble traduire une modification du comportement des entreprises au niveau global vis à vis de la formation professionnelle continue.

En 1996, la part des entreprises formatrices (ayant eu au moins un stagiaire) apparaît stable autour de 50 % des entreprises assujetties.

Tableau 3 - Evolution du TPF en 1995 - 1996

	1995	1996
TPF	3,26	3,25
Pourcentage d'entreprises dites « formatrices » (ayant eu au moins un stagiaire)	50.3	48

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Le taux de participation financière dépasse largement l'obligation légale, (cf. encadré p.11) : en 1996, les entreprises françaises ont consacré 3,25% de leur masse salariale à la formation continue (leur obligation légale n'étant que de 1,5%).

Selon le tableau 4, 55.3% des dépenses de formation sont assurées par seulement 8.1 % des entreprises qui ne représentent que 28 % des salariés. A l'opposé, 51 % des entreprises ne dépassent pas l'obligation légale, ce qui est légèrement mieux qu'en 1994 où 54 % des entreprises étaient dans ce cas. Elles représentent 24.2 % des salariés et 8,5 % des dépenses de formation.

Tableau 4 - Entreprises, salariés et dépenses de formation continue selon le TPF en 1996

Taux de Participation Financière	Entreprises (%)	Salariés (%)	Dépenses réelles (%)
Inférieur à 1,41 %	12,8	5,7	1,6
[1,41 % ; 1,50 %[	38,3	18,5	6,9
[1,50 % ; 1,70 %[	20,6	14,1	5,9
[1,70 % ; 3,00 %[	19,9	33,2	26,5
[3,00 % ; 4,00 %[	4,6	11,3	13,7
4,00 % et plus	3,5	16,4	41,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Les effets de la variation des seuils de l'obligation légale au titre du plan de formation

Le CEREQ, à la demande de la DGEFP, a mené une étude relative à l'effet de l'obligation légale sur les comportements d'entreprises en matière de formation continue dans le cadre du plan de formation, sur la période 1986 - 1995.

Le tableau suivant donne la répartition de l'obligation légale par année depuis 1986, en fonction de l'évolution des différents seuils qui la compose. La loi fixe en effet pour chaque année l'obligation légale qui est le rapport entre les dépenses déductibles de formation continue et la masse salariale de l'entreprise. Cette part se répartit entre les dépenses destinées au CIF et celles destinées au financement des formations en alternance. En retirant à l'obligation légale la participation aux CIF et à l'alternance, on obtient le seuil pour le financement du plan de formation.

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
CIF	0.10	0.10	0.10	0.10	0.15	0.15	0.15	0.20	0.20	0.20
Alternance	0.20	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.40	0.40	0.40
Obligation légale	1.10	1.20	1.20	1.20	1.20	1.20	1.40	1.50	1.50	1.50
Plan de formation	0.80	0.80	0.80	0.80	0.75	0.75	0.95	0.90	0.90	0.90

Les changements sont indiqués en caractère gras.

Nous avons construits des intervalles de seuils au titre de la participation au plan de formation afin d'observer les effets d'entraînement des variations de l'obligation légale sur les pratiques d'entreprises, et en particulier l'étude s'est intéressée aux volumes d'entreprises (et de salariés) changeant de classe d'intervalle d'une année sur l'autre.

Plusieurs résultats ont été mis en avant :

- a) Alors que le seuil obligatoire pour le plan de formation passe de 0.8 % à 0.9 % de la masse salariale entre 1986 et 1995, la part des entreprises sous celui-ci se réduit sensiblement (de 25 % des entreprises à 16 % des entreprises). Les entreprises demeurant sous ce seuil sont en général des petites entreprises très peu formatrices (elles affichent en moyenne un taux d'accès de 10 %).
- b) Parallèlement, la part des entreprises au dessus du taux moyen national annuel de participation s'accroît durant la même période. Si cet accroissement semble faible en pourcentage d'entreprises (de 5 % à 8 %), il concerne avant tout des entreprises de grande taille même si entre 1986 et 1995 on constate une réduction de la taille moyenne des entreprises concernées (497 salariés en 1986 contre 325 salariés en 1995). Ceci semble indiquer que de plus en plus de PME ont recours à la formation³.
- c) Les changements successifs de seuils en 1992 et 1993 ont trois conséquences :
 - Une hausse brutale du nombre d'entreprises sous le seuil en 1992 (+5 %). Elles sont prises de vitesse et n'ajustent pas leur comportement ;
 - En 1993, 12 % d'entreprises en plus qu'en 1992 se trouvent au niveau du seuil, elles respectent ainsi la loi sans que l'on puisse pour autant dire que leur comportement ne s'améliore vraiment ;
 - En 1992, on observe une baisse sensible de la part des entreprises au dessus du seuil.
- d) La part des entreprises pour lesquelles l'effort de formation (dans le cadre du plan de formation) est stable d'une année sur l'autre entre 1990-1995 passe de 52 % et 60 % des entreprises entre 1990 et 1995. A contrario, la part des entreprises dont l'effort de formation se réduit sur la période est de plus en plus faible (de 24.5 % des entreprises en 1990 contre 19 % des entreprises en 1995). Cela concerne avant tout des entreprises très formatrices : leur effort de formation se situe bien au delà de la moyenne nationale. La part des entreprises dont l'effort s'accroît d'une année sur l'autre est très variable sur la période et traduit en fait des comportements de suivi des variations du seuil. On constate en effet que c'est aux environs du seuil que l'on trouve le plus d'entreprises dont l'effort pour le plan de formation augmente d'une année sur l'autre.

³ La diminution de la taille moyenne des entreprises est aussi le fait des réductions d'effectifs sur la période.

1.2 - La structure des dépenses

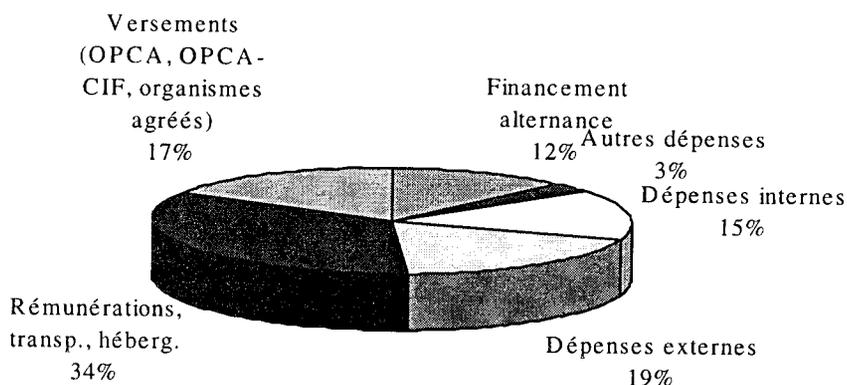
Les dépenses de formation en 1996, ventilées par poste, montrent une dominante du poste « rémunération des stagiaires, transport et hébergement » (34 % des dépenses totales). Viennent ensuite les « dépenses externes » (19 %), les « versements » aux différents fonds de la formation ainsi qu'aux organismes agréés (17 %), les « dépenses internes » (15 %) et le « financement de l'alternance » (12 %). Cette répartition fait preuve d'une forte inertie dans le temps. Elle apparaît quasiment identique à celle observée en 1995.

**Tableau 5 - Répartition des dépenses déductibles (en millions de francs)
Année 1996**

	Montant	%
Total des dépenses internes	7 072	15,3
- dépenses de fonctionnement	6 691	14,5
- dépenses d'équipement	382	0,8
Total des dépenses externes	8 960	19,4
- plan de formation	8 887	19,2
- congé formation	73	0,2
Rémunération des stagiaires, dépenses de transport et d'hébergement	15 885	34,3
Versement :	7 672	16,6
- à des OPCA	4 883	10,6
- à des OPCA-CIF	2 761	6,0
- à des organismes agréés	28	0,1
Financement de la formation professionnelle en alternance	5 501	11,9
Autres	1 176	2,5
Total général des dépenses déclarées	46 266	100,0
Subventions perçues	795	
Total des dépenses déductibles	45 476	

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

Répartition des dépenses de formation par poste en 1996



2 - Les formations et les stagiaires

2.1- Plan de formation, congé individuel et alternance

La décomposition par nature de formation montre la très nette prééminence du plan de formation, tant en terme de taux d'accès, que d'effort physique de formation. Le Congé Individuel de Formation (CIF), avec un faible taux d'accès (0,3 %) continue à ne mobiliser que très peu de stagiaires (0,8 % de l'ensemble des stagiaires).

En volume, les formations prises en charge par le plan de formation, bien que plus courtes (39 h) que celles du CIF (386 h) ou celles liées à l'alternance (334 h), apparaissent comme le moteur de la formation continue en entreprise.

Tableau 6

Quelques indicateurs selon la nature des actions de formation des entreprises en 1996

	Nbre de stagiaires	Taux d'accès à la formation	Effort physique de formation	Durée moyenne des stages
Plan de formation	3 481 503	34.7	13	37
CIF	31 482	0.3	1	352
Formation en alternance	80 564	0.8	2	284
Ensemble	3 593 549	35.8	16	45

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

2.2 – La répartition des catégories socioprofessionnelles (CSP) par grands indicateurs

Les résultats de 1996 montrent une fois de plus que la formation va en priorité vers les catégories déjà les mieux formées : le taux d'accès allant de 18 % pour les ouvriers non qualifiés, jusqu'à 54,4 % pour les techniciens et agents de maîtrise ou encore 50,4 % pour les cadres et ingénieurs.

Quel que soit le type de formation, les employés et les techniciens et agents de maîtrise sont les plus représentés avec respectivement :

- 25,8 % et 26,5 % pour les formations prises en charge dans le cadre du plan de formation (soit 52,3 % des stagiaires) ;
- 32,3 % et 25,9 % pour les CIF (soit 58,2 % des stagiaires).

Enfin, les dispositifs en alternance sont davantage utilisés par les ouvriers qualifiés (22,8 %) mais aussi les employés (43,4 % des stagiaires).

Tableau 7
Répartition des stagiaires selon la CS et la nature de la formation en 1996

		Plan de formation (*)	C.I.F. (*)	Formation en alternance (**)	Ensemble	Taux d'accès à la formation
Ouvriers non qualifiés	nombre	182 721	1 883	15 073	199 677	18,0
	%	5,3	6,0	18,7	5,6	
Ouvriers qualifiés	nombre	749 041	6 314	18 376	773 731	28,0
	%	21,5	20,1	22,8	21,5	
Employés	nombre	898 185	10 163	34 977	943 325	31,7
	%	25,8	32,3	43,4	26,3	
Techniciens et agent de maîtrises	nombre	922 055	8 137	9 644	939 836	54,4
	%	26,5	25,9	12,0	26,2	
Ingénieurs et cadres	nombre	729 501	4 985	2 494	736 980	50,4
	%	21,0	15,8	31,0	20,5	
Ensemble	nombre	3 481 503	31 482	80 564	3 593 549	35,8
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Déclaration fiscale n°24-83 - Exploitation CÉREQ

(*) Prise en charge employeurs et organisme paritaire agréé

(**) Au titre des contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation

2.3 - L'âge et le sexe

Tableau 8
Taux d'accès à la formation par sexe et répartition des stagiaires par âge et sexe en 1996
(Plan de formation, C.I.F. et alternance)

	Moins de 25 ans	de 25 à 34 ans	de 35 à 44 ans	45 ans et plus	Total	Taux d'accès
Hommes	5,1 58,9	20,5 63,8	21,7 65,6	17,9 68,1	65,1 65,1	36,9
Femmes	3,6 41,1	11,6 36,2	11,4 34,4	8,4 31,9	34,9 34,9	33,5
Ensemble	8,7 100,0	32,1 100,0	33,0 100,0	26,2 100,0	100,0 100,0	35,7

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

A une très forte disparité d'accès selon les CS, s'ajoute une inégalité selon l'âge et selon le sexe (tableau 8).

Le taux d'accès à la formation est de 36,9 % pour les hommes, et de 33,5 % pour les femmes. En effet, 65,1 % des stagiaires sont de sexe masculin et complémentirement 34,9 % de sexe féminin. Le maintien de cette inégalité face à la formation continue peut s'expliquer en partie par l'occupation d'emplois tertiaires peu qualifiés et dans le tertiaire plus courant chez les femmes que chez les hommes.

La répartition par âge montre une forte prégnance des salariés d'âges moyens puisque 65,1 % des stagiaires ont entre 25 et 45 ans. 8,7 % des stagiaires ont moins de 25 ans et 26,2 % plus de 45 ans.

Tableau 9
Répartition des stagiaires et taux d'accès à la formation
par sexe et taille d'entreprises
(Plan de formation, C.I.F. et alternance) en 1996

	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 1999 salariés	2000 salariés et plus	total
Part des stagiaires hommes (%)	60,7	63,5	63,4	62,8	68,5	65,1
Taux d'accès masculins	8,3	13,4	31,5	49,7	56,0	36,9
Part des stagiaires femmes (%)	39,3	36,5	36,6	37,3	31,5	34,9
Taux d'accès féminins	10,4	13,5	28,9	45,5	49,1	33,5
Taux de stagiaires total	9,0	13,4	30,5	48,0	53,6	35,7

Source : Déclaration n° 2483 - Exploitation Céreq

La part des femmes dans les effectifs formés se stabilise en 1996 à 34,9 % des salariés. Cette part diminue avec la taille des entreprises : de 39,3 % pour les entreprises de 10 à 19 salariés à 31,5 % pour les plus de 1 999. Le taux d'accès à la formation pour les hommes (36,9 %) est assez proche de celui des femmes (33,5 %). Il varie également avec la taille des entreprises : dans les entreprises de 2 000 salariés et plus, les chances d'accéder à la formation sont de 56 % pour les hommes et de 49,1 % pour les femmes ; dans les entreprises de 10 à 19 salariés, ces chances sont respectivement de 8,3 % pour les hommes et de 10,4 % pour les femmes. Il est intéressant de noter que le taux d'accès des femmes est supérieur à celui des hommes dans les petites structures (10 à 49 salariés).

Chapitre II

La FPC selon la taille et l'activité économique en 1996

A - La formation continue et la taille des entreprises

L'analyse par taille souligne deux permanences dans les observations statistiques : d'une part, l'importance plus réduite de la formation dans les petites et moyennes entreprises par rapport aux grandes ; d'autre part, l'existence de disparités inter-CS quelle que soit la taille des entreprises. Ces deux phénomènes se combinent pour accroître encore les disparités entre les CS.

1 - Données générales par taille d'entreprises

En première analyse (tableau 10), il est important de noter le poids des différentes classes de taille d'entreprises utilisées dans cette analyse. On remarque ainsi que 0,3 % des entreprises, représentant un quart de l'ensemble des salariés, ont un taux de participation financière de 4,9 %. Ce sont les grandes entreprises de plus de 2 000 salariés. A l'opposé, les entreprises ayant de 10 à 19 salariés occupent 4,5 % de l'ensemble des salariés et représentent 27,2 % des entreprises. Le TPF pour cette classe de taille est de 1,7 %. C'est dire si les écarts de comportement sont grands et si le poids des grandes entreprises est important dans la compréhension des pratiques globales des entreprises.

Tableau 10
Données générales par taille d'entreprises en 1996

	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1999 salariés	plus de 2000 salariés	Ensemble
nombre d'entreprises	30 673	53 037	26 774	2 001	390	112 875
Dépenses (en millions de F)	892	3 826	11 735	9 619	19 404	45 476
TPF (%)	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	3,25
Salariés	449 822	1 710 817	3 501 814	1 862 244	2 511 718	10 036 415
% d'entreprises formatrices (1)	26,9	43,8	76,2	96,6	98,2	48,0
Taux d'accès (en %) (2)	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	35,0

(1) Ayant eu au moins un stagiaire

(2) Hors alternance

Source : Déclaration fiscale n° 2483 - Exploitation Céreq

2 - Le taux d'accès selon la qualification

Les disparités entre CS s'atténuent avec l'augmentation de la taille des entreprises. Ainsi, le rapport TAM/ONQ en 1996 est de 6,84 pour les entreprises de la première classe de taille, et de 2,74 pour la dernière. Il apparaît que plus la taille est élevée, plus l'effort de formation est intense et mieux il est réparti entre les catégories de salariés.

Tableau 11
Les taux d'accès par CS selon les tailles d'entreprises en 1996
(en pourcentage, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	2,5	5,1	8,6	17,1	15,4	8,7
de 20 à 49 salariés	5,7	9,5	11,8	22,3	21,8	12,9
de 50 à 499 salariés	14,3	24,6	27,8	42,8	44,5	29,9
de 500 à 1999 salariés	22,7	36,1	44,6	62,3	66,4	47,3
2000 salariés et plus	26,0	44,7	46,1	71,3	68,2	52,8
Ensemble	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq

3 - La durée moyenne des stages

L'analyse similaire ne peut être faite sur la durée moyenne des stages. En effet, il apparaît plusieurs phénomènes :

- Les durées moyennes ne se différencient pas de manière aussi nette que les taux d'accès par classe de taille d'entreprise. Seules les firmes de plus de 2000 salariés procèdent à des stages plus longs que pour l'ensemble des entreprises (46 heures contre 40 heures pour l'ensemble des entreprises)

- Les techniciens et agents de maîtrise, les ingénieurs et cadres ainsi que les ouvriers qualifiés bénéficient de formations plus longues (tableau 12). Ceci est vrai en moyenne mais là encore, le phénomène n'est pas identique selon les classes de taille : pour les entreprises de 10 à 49 salariés, les ONQ et les TAM suivent les stages en moyenne les plus longs ; dans les entreprises de 50 à 499 ce sont les employés, les TAM et les cadres ; dans les entreprises de 500 à 1999, ce sont les TAM et les cadres ; dans les entreprises de plus de 2000 salariés, ce sont les OQ et les TAM.

Tableau 12
La durée moyenne des stages par CS selon les tailles d'entreprises en 1996
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
de 10 à 19 salariés	41,9	35,9	33,5	42,6	36,6	36,6
de 20 à 49 salariés	39,4	34,0	33,2	37,6	34,8	34,8
de 50 à 499 salariés	32,7	31,3	34,7	37,6	37,9	35,1
de 500 à 1999 salariés	36,6	34,7	36,1	41,8	40,4	38,4
2000 salariés et plus	43,0	54,7	35,4	48,3	45,3	45,8
Ensemble	37,8	41,1	35,1	43,5	40,9	40,0

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq

La quasi permanence des TAM dans les stages les plus longs s'expliquerait par leur position sensible dans la construction des organisations nouvelles d'une part, et dans les mutations industrielles d'autre part (plus forte intégration de tâches gestionnaires par exemple dans l'industrie).

4 - L'effort physique de formation

Au niveau des disparités selon la CS, l'indicateur effort ou espérance de formation enregistre des mouvements beaucoup plus accusés que pour la durée moyenne et proche de ceux observés pour le taux d'accès. En particulier, par taille d'entreprise, l'espérance tend à s'accroître avec la qualification. Bien que les cadres aient globalement une espérance de formation moindre que celle des techniciens et agents de maîtrise, le mouvement général de croissance de l'effort va bien des qualifications les plus basses vers les plus élevées.

Ainsi, les cadres ont une espérance de formation de près de 3,2 fois plus élevée que les ouvriers non qualifiés. En outre, l'effort de formation s'accroît avec la taille de l'entreprise.

Tableau 13
L'effort physique de formation par CS selon les tailles d'entreprises en 1996
(en heures, hors alternance)

	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Techniciens et agents de maîtrise	Ingénieurs et cadres	Ensemble
De 10 à 19 salariés	1,1	1,8	2,9	7,3	5,6	3,2
De 20 à 49 salariés	2,2	3,2	3,9	8,4	7,6	4,5
De 50 à 499 salariés	4,7	7,7	9,7	16,1	16,9	10,5
De 500 à 1999 salariés	8,3	12,5	16,1	26,0	26,9	18,2
2000 salariés et plus	11,2	24,5	16,3	34,4	30,9	24,2
Ensemble	6,3	11,3	10,7	23,4	20,5	14,0

Source : Déclarations fiscales n° 2483 - Exploitation Céreq

LES PRATIQUES DE FORMATION ET DE GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES TRÈS PETITES ENTREPRISES

Le Céreq a réalisé une recherche intitulée *Gestion des hommes et formation dans les très petites entreprises (TPE)*⁴, menée par quatre équipes du réseau Céreq (Nantes, Aix-en-Provence, Montpellier et Clermont-Ferrand).

Cette recherche qualitative et pionnière, a pour objet l'étude des pratiques réelles de formation et de construction des compétences dans les très petites entreprises, resituées dans leurs pratiques de gestion de la main-d'œuvre. Elle met notamment en évidence la construction d'un modèle d'interprétation des résultats qui fait apparaître trois grandes configurations de TPE : " traditionnelles ", " managériales " et " entrepreneuriales ". A travers celles-ci, les pratiques et les représentations de la formation et de la gestion de la main-d'œuvre sont réintégrées dans des ensembles plus vastes - " des combinaisons productives " - qui mettent en jeu, aussi bien les relations des entreprises avec leur environnement (coordination externe) que leur façon de combiner leurs ressources internes (coordination interne).

La recherche montre aussi les limites fortes auxquelles se heurtent les dispositions de la loi de 1991. Elle relève la faiblesse des dispositifs et des pratiques de formation professionnelle continue tels qu'ils existent dans le " modèle " de la grande entreprise. La formation sur le tas, l'autoformation ou l'apprentissage collectif (dans les secteurs marqués par le modèle du compagnonnage) - sans oublier le recrutement sur le marché externe - restent, pour la plupart des TPE, les modalités principales d'acquisition de nouvelles compétences.

Mais cette lecture s'applique essentiellement aux TPE traditionnelles qui sont certes encore les plus nombreuses mais qui connaissent aujourd'hui des évolutions vers d'autres " modèles " : managériale et entrepreneuriale. Les TPE managériales, pour la plupart intégrées dans un grand groupe ou franchisées, ont un comportement, en matière de management et formation, très proche de celui des grandes entreprises. Les " entrepreneuriales " sont fondées par un dirigeant dont le souci d'accomplissement est très fort. Cette motivation le pousse à se former lui même, se chargeant de " redistribuer " cet acquis à ces salariés. D'ailleurs, le profil du dirigeant s'est imposé au fil des entretiens, comme une variable essentielle pour la compréhension des pratiques formatrices dans les TPE.

Enfin, par son rôle d'accueil, ses fonctions de " tremplin " et son individualisation du rapport salarial, la TPE s'impose également comme espace de construction de compétences et de socialisation des jeunes. Ce qui fait dire aux auteurs que certaines TPE donnent corps au slogan moderniste de l'organisation qualifiante. Le fait qu'il existe des TPE non qualifiantes voire déqualifiantes ne doit faire passer à la trappe ces dynamiques en construction. A ce titre, dans la perspective des politiques publiques de l'emploi et de la formation, le ciblage des catégories de TPE constitue un point de passage obligé.

⁴ In, Collection des Etudes n°72, Cereq, Marseille, 1999, p.175.

B - Les secteurs d'activité économique et la formation continue

Cette partie est consacrée à une description du comportement des entreprises regroupées selon 17 secteurs d'activité économique au regard des variables abordées précédemment.

Tableau 14
Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF 17) en 1996

SECTEURS	Nb de salariés	TPF (%)	Dépenses (millions F)	Nb de stagiaires	Taux d'accès (%)	Durée moyenne de formation (heures) *	Effort physique de formation (heures)
Agriculture, chasse, sylviculture	60 487	3,62	198,5	16 134	26,7	52	14
Pêche, aquaculture	2 693	1,47	4,4	114	4,2	144	6
Ind. extractive.	48 630	3,86	339,4	21 480	44,2	44	20
Ind. manufacturière	3 280 853	2,96	14 542,9	1 165 168	35,5	38	14
Electricité, gaz, eau	199 922	8,05	3 131,7	111 968	56,0	59	33
Construction	627 148	1,78	1 325,9	122 433	19,5	30	6
Comm., réparation auto. articles domestiques.	1 610 177	2,41	4 773,0	481 608	29,9	29	9
Hôtels restaurants.	257 087	2,12	488,2	56 377	21,9	28	6
Transports et communications	774 151	5,10	5 614,9	337 694	43,6	53	23
Activités. financières	612 481	4,71	5 479,0	413 867	67,6	41	28
Immobilier, locations, services aux entreprises	1 414 203	2,88	5 491,3	428 616	30,3	36	11
Administrations publiques ⁵	215 746	4,82	1 552,1	125 513	58,2	53	31
Education ⁶	126 061	2,85	393,6	31 485	25,0	51	13
Santé action sociale	480 368	2,12	1 145,5	109 747	22,8	51	12
Serv. collectifs, . sociaux et personnels	326 408	2,58	995,1	90 781	27,8	41	11
Ensemble	10 036 415	3,25	45 475,6	3 512 985	35,0	40	14

*Hors alternance

Source : Déclarations fiscales n° 24-83 - Exploitation Céreq

1 - Le taux de participation financière

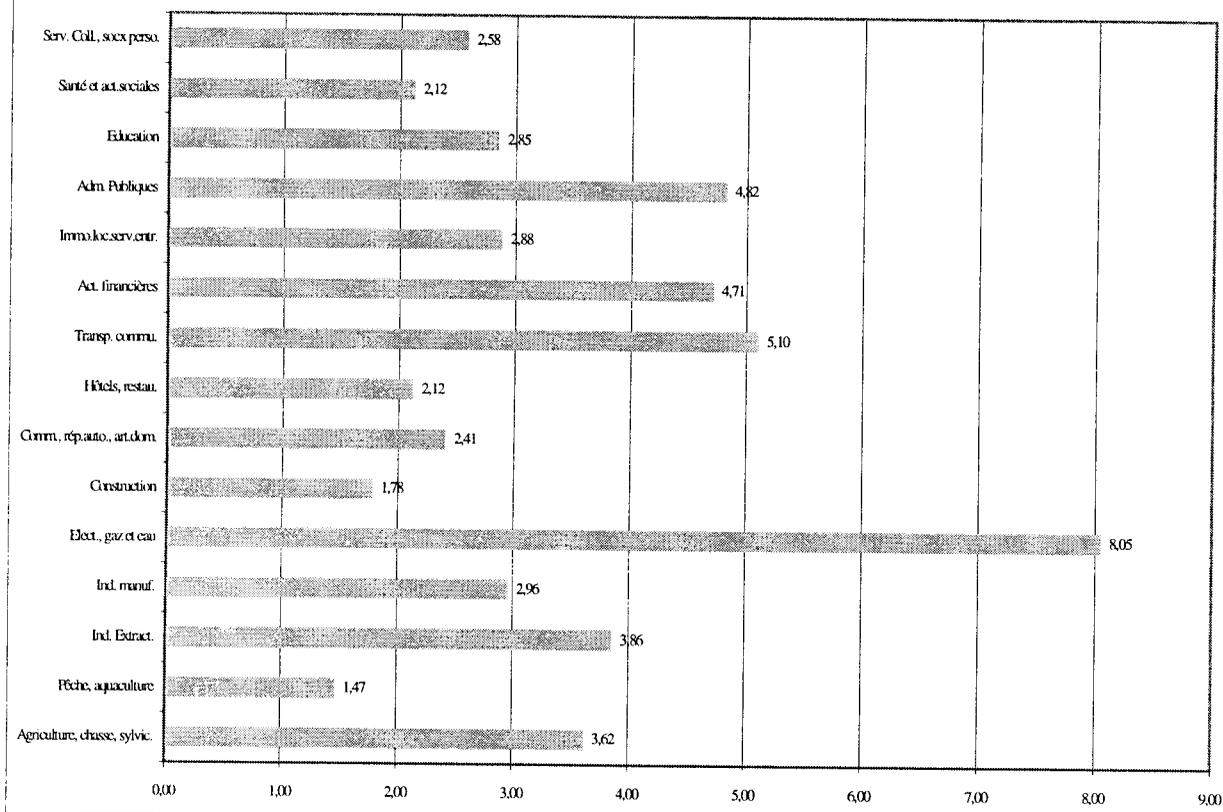
Tous les secteurs si ce n'est celui de la pêche et aquaculture ont un taux de participation supérieur à l'obligation légale. Par rapport à 1995 les TPF ont légèrement augmenté hormis pour les secteurs « Transport et communications », « Hôtels, restaurants », et « Agriculture, chasse, sylviculture ». Les secteurs à faible participation sont plutôt des secteurs de main-

⁵ Activités générales de sécurité sociale, gestion des retraites complémentaires, distribution sociale de revenus (allocations familiales, couverture du risque chômage et autres garanties du maintien du revenu)

⁶ Services marchands de l'Education, enseignement privé, formation des adultes, centres de formation

d'oeuvre (Hôtels et restaurants, BTP) alors que les secteurs à fort taux de participation sont plutôt des secteurs à forte intensité capitaliste (Industries extractives, production d'électricité) ou à niveau de qualification élevé (Activités financières, Transports et Communication).

Le taux de participation financière dans les secteurs (NAF 17) en 1996



2 - Le taux d'accès à la formation continue

L'analyse précédente utilisant la variable TPF, peut être confrontée aux variables physiques de la formation.

Le taux d'accès respecte globalement la hiérarchie sectorielle issue du TPF. Les secteurs à fort TPF obtiennent ainsi des scores élevés en matière de taux d'accès. Trois secteurs se démarquent un peu : celui des activités financières d'une part qui a le taux d'accès le plus fort, mais dont le TPF reste en deçà de ceux des secteurs de la production et de la distribution d'électricité, d'eau et de gaz, mais aussi des transports et des administrations publiques ; celui de l'agriculture, chasse et sylviculture d'autre part dont le TPF atteint 3,62 et dont le comportement en terme de taux d'accès est plus proche de celui des secteurs ayant un TPF compris entre 2 et 3 (Cf. graphique 6).

3 - La durée moyenne des stages

La hiérarchie établie à partir du TPF n'est pas respectée lorsque les secteurs sont comparés au travers de l'indicateur durée moyenne des stages⁷.

En terme de ce dernier, trois groupes de secteurs peuvent être établis. Un premier est constitué de la majorité des secteurs dont les durées moyennes se situent autour de 40 heures. Se distinguent d'une part la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau dont la durée moyenne des stages est nettement plus élevée que la durée moyenne au niveau national (40 heures) ; le commerce, la réparation automobile et les articles domestiques, les hôtels et restaurants ainsi que la construction d'autre part pour lesquels on se situe en deçà de 30 heures.

4 - L'effort physique de formation

En ce qui concerne l'effort physique de formation, trois groupes de secteurs peuvent être établis. Un premier est constitué du plus grand nombre de secteurs pour lesquels l'effort moyen se situe autour de 14 heures. Se distinguent d'une part la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau pour lequel l'effort moyen est le plus élevé (33 heures) ; d'autre part, les administrations publiques, les activités financières et dans une moindre mesure, les transports et communications et l'industrie extractive pour lesquels l'effort physique reste nettement au-dessus de la moyenne nationale.

⁷ Nous avons regroupé dans ce paragraphe le secteur de l'agriculture, la chasse et la sylviculture avec celui de la pêche et de l'aquaculture. En effet, ce dernier ne contient qu'un faible nombre d'entreprises et finance majoritairement des formations CIF. Il a alors le TPF le plus petit (1,47 %) mais la durée moyenne la plus élevée (144 heures). Rappelons que le TPF tous secteurs confondus est de 3,25 % pour une durée moyenne des stages de 40 heures.

La formation continue dans le secteur associatif en 1996

A la demande du Conseil National de la Vie Associative, le Céreq a réalisé un traitement statistique spécifique des déclarations fiscales 2483 pour les associations de 10 salariés et plus, celui-ci ayant demandé au préalable un travail spécifique d'identification du champ des associations. Ce travail a été intégré à l'étude menée par le CNVA sur les orientations et les propositions propices au développement de la formation professionnelle de ce secteur.

Le taux de participation financière du secteur associatif s'élève en 1996 à 2,51 % de la masse salariale. Bien qu'au-dessus de l'obligation légale (1,5 %), il reste plus faible que celui de l'ensemble des entreprises. Il en est de même pour le taux d'accès. En revanche, si l'on forme moins dans les associations, les formations y sont plus longues.

	Secteur associatif	Ensemble des entreprises
Taux de participation financière (en %)	2,51	3,25
Taux d'accès (en %)	25,8	35,0
Durée moyenne des stages (en heures)	50	40
Espérance de formation (en heures par salarié)	12,8	14,0

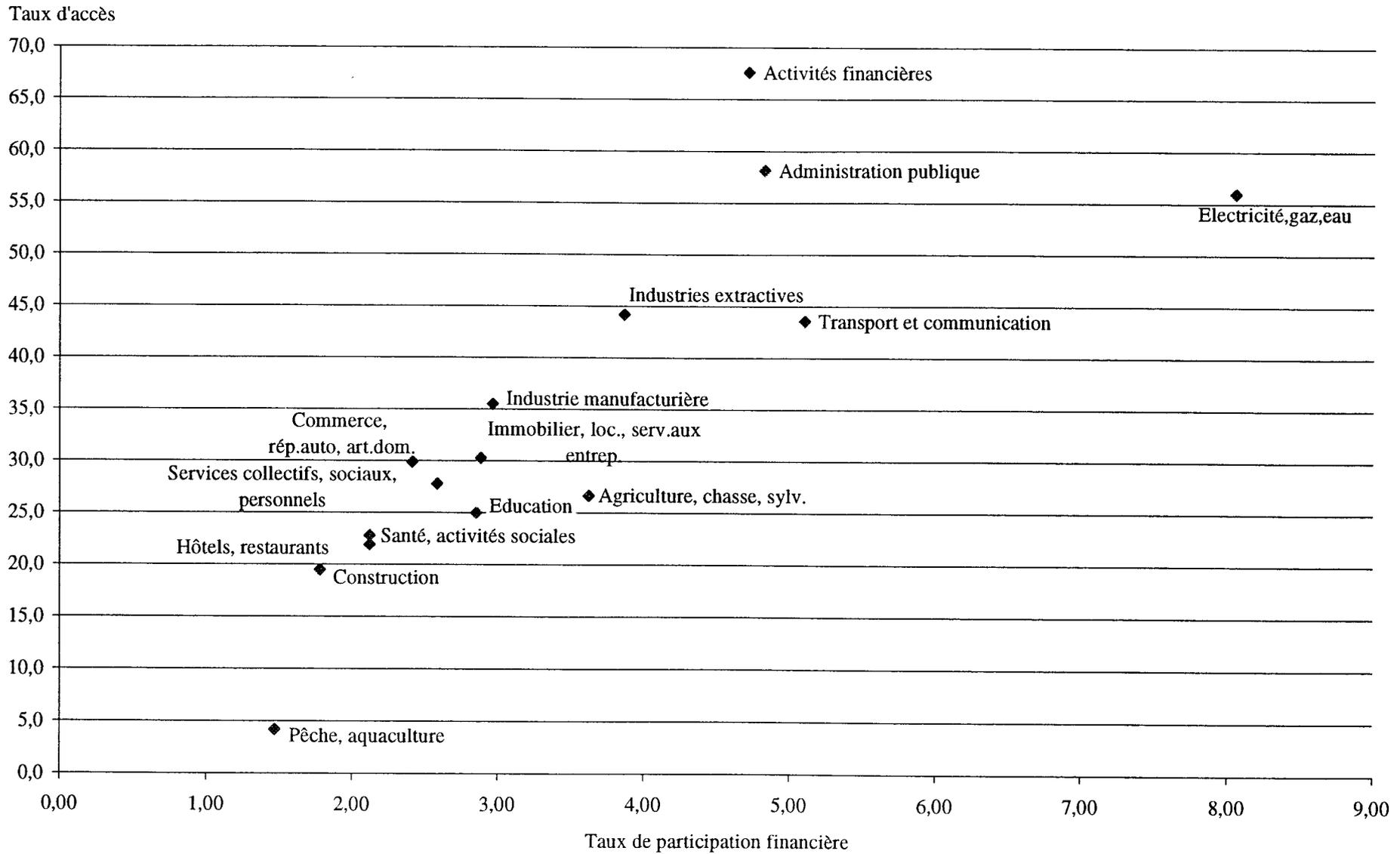
Comme pour l'ensemble des entreprises, la taille apparaît comme un facteur essentiel de recours à la formation continue. Ainsi, toutes les variables s'accroissent avec la taille. Une comparaison avec les entreprises montre que les petites associations sont plus formatrices en terme de TPF (1,89 % pour les associations de 10 à 19 salariés ; 1,69 % pour l'ensemble des entreprises de 10 à 19 salariés). En revanche les associations de 500 salariés et plus sont moins formatrices que les grandes entreprises (respectivement 3,28 % et 4,24 % pour le TPF).

La répartition des stagiaires par sexe se fait d'une manière égalitaire, l'espérance de formation des femmes étant similaire à celle des hommes. Dans ce secteur fortement féminisé (les femmes représentent 67 % des salariés des associations), 64 % des stagiaires sont des femmes.

La répartition des stagiaires par catégorie socio-professionnelle montre que le taux d'accès des techniciens, agents de maîtrise et professions intermédiaires (TAM) est le plus élevé (39,4 %). Ceci se retrouve pour le milieu non associatif mais dans une plus large mesure (55,3 %). La part des salariés de cette catégorie dans l'ensemble des salariés est identique pour les associations et les autres entreprises. Ceci indique que les premières forment effectivement moins que les secondes. Ceci est encore plus fort pour les employés qui apparaissent moins formés dans le monde associatif. S'ils représentent 47,5 % des salariés des associations, soit 1,7 fois plus que dans le secteur non associatif, seulement 23 % d'entre eux ont suivi un stage en 1996 (contre 32 % dans le secteur non associatif). En revanche, les associations forment relativement plus les ouvriers qualifiés.

Cinq secteurs ont été étudiés. Ils ont tous un TPF supérieur au seuil légal, celui ayant le TPF le plus faible étant celui des activités récréatives, culturelles et sportives soit 2,36. Dans les secteurs de l'éducation et dans une moindre mesure dans celui de la santé et de l'action sociale, la participation des associations est plus forte que celles des entreprises. Dans les deux autres secteurs (Services sociaux, collectifs et personnels et celui regroupant les autres associations que celles répertoriées dans les secteurs déjà mentionnés) la hiérarchie est inversée.

Graphique 6
Liaison entre le Taux de participation financière et le Taux d'accès en 1996 (NAF 17)



ANNEXES

Annexe 1 - Méthodes et sources

Annexe 2 - Tableaux sectoriels détaillés 1996

Annexe 3 - Tableaux régionaux détaillés 1996

Annexe 4 - Fac-similé de la déclaration fiscale n° 24-83

ANNEXE 1

MÉTHODES ET SOURCES

Le dispositif statistique a été mis en place dès 1972. Cette date correspond à la première remontée des déclarations fiscales des employeurs (déclaration n°2483), faisant suite à l'application de la loi fondatrice du 16 juillet 1971, faisant obligation aux employeurs de participer chaque année au financement de la FPC.

Les travaux sont menés en étroite collaboration avec les Services Régionaux de Contrôle de la Formation Professionnelle (SRC) et le Groupe National de Contrôle de la formation professionnelle (GNC).

1 - Le champ de la statistique

L'unité d'investigation statistique de la déclaration 24-83 est l'entreprise ayant 10 salariés et plus et assujettie à l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle continue (Art. L. 950 -1 et L. 951-1 à L. 951-13 du Code du Travail).

Le champ de l'enquête concerne toutes les entreprises employant 10 salariés et plus (y compris les entreprises relevant du régime général de Sécurité Sociale) quelle que soit leur forme juridique (individuelle, société commerciale, association,...) et quelle que soit leur activité (agricole, industrielle, de services,...). L'obligation de participer incombe aussi aux sociétés nationales et aux établissements publics à caractère industriel ou commercial tels que EDF-GDF, SEITA,...et aux établissements à caractère administratif ne relevant pas d'une collectivité publique (exemple : Office national interprofessionnel des céréales).

En revanche, les employeurs dispensés de l'obligation de participer au financement de la formation professionnelle sont l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur public hospitalier, les établissements publics à caractère administratif relevant d'une collectivité publique (exemples : la Caisse Nationale d'Epargne, la Caisse Nationale d'allocations familiales, certains hospices, les établissements départementaux ou communaux comme les hôpitaux , ...).

Les entreprises qui atteignent ou dépassent le seuil de dix salariés constituent des cas particuliers; elles bénéficient d'exonérations pendant trois ans, puis de réductions dégressives sur le montant normalement dû de la participation.

2 - L'échantillonnage

Les statistiques incluses dans ce rapport sur l'année 1996 ont été produites sur la base d'un échantillon composé de 39 000 entreprises.

Ce dernier est construit de la manière suivante : pour chaque région et chaque classe de taille d'entreprises, il est appliqué le taux de sondage spécifique suivant :

Tableau 23
Plan de sondage (années 1996)

Taille de l'entreprise	Taux de sondage et régions concernées
Classe 1 : 10 à 19 sal.	Corse : 2/3
	Autres régions : 1/8
Classe 2 : 20 à 49 sal.	Corse : 2/3
	Autres régions : 1/4
Classe 3 : 50 à 499 sal.	Corse exhaustif
	Autres régions : 4/5
Classe 4 et 5 : 500 sal. et plus	Ensemble des régions : exhaustif

Ce tirage est effectué au fur et à mesure de la saisie. Chaque déclaration est signalée comme appartenant ou n'appartenant pas à l'échantillon.

La nomenclature des activités économiques utilisée est la « Nomenclature d'activités Françaises » (NAF 1993).

Le traitement statistique issu de cette saisie se fait en deux temps. Une première remontée des déclarations depuis les services régionaux de contrôle permet la production dès le mois de septembre n+1 de résultats provisoires sur l'année n destinés au document annexé à la Loi de Finance. Une seconde remontée des déclarations fiscales en fin d'année civile n+1 assure la production des résultats définitifs de l'année n. Cette dernière ne peut avoir lieu qu'après mise à disposition par l'INSEE du fichier des DADS de l'année n (voir le paragraphe suivant), ce qui intervient au deuxième trimestre de l'année n+2.

Les données définitives issues du traitement des déclarations fiscales n°2483 sont alors redressées et les résultats peuvent être diffusés.

3 - Le champ couvert par l'enquête et le redressement

La comparaison entre le fichier des déclarations fiscales n°24-83 et le fichier de la Direction Générale des Impôts montre qu'un écart existe entre le nombre d'entreprises théoriquement assujetties au « 1,5% » et le nombre des entreprises présentes dans les fichiers du CÉREQ et des SRC.

Il en résulte une sous-estimation globale de l'effort absolu des entreprises françaises en matière de FPC. Afin de remédier à cette distorsion, le CÉREQ utilise le fichier constitué par l'INSEE à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Cette source est exhaustive mais elle couvre un champ différent de celui des entreprises assujetties au « 1,5% ». Par exemple, les secteurs de l'agriculture-sylviculture n'entrent pas dans le champ de la DADS, alors que les collectivités territoriales, les hôpitaux publics, les établissements

publics locaux et les entreprises de moins de 10 salariés y figurent, tout en étant exclus de la 24-83. De plus, il s'agit, contrairement à la déclaration fiscale n°24-83, d'une déclaration remplie par les établissements.

De ce fait, un certain nombre de filtres ont dû être mis en place. Ces filtres visent à rapprocher les deux champs, et permettent d'améliorer certains groupes de strates.

En revanche, cette convergence n'a pu être complètement assurée puisque des problèmes de cohérence subsistent entre la DADS et la 24-83 et certaines différences de concepts apparaissent irréductibles entre les deux sources, notamment en matière de définition de l'effectif salarié, ainsi qu'en ce qui concerne l'identification des organismes de droit public dans le secteur sanitaire et social. Des arbitrages ont donc été rendus visant un compromis raisonnable entre le champ de la source CÉREQ et celui de la source INSEE.

Ils sont les suivants :

- Entreprises de 2000 salariés et plus : Est retenu le fichier des 24-83.
- Entreprises de 1000 à 1999 salariés : Pour chaque secteur, on retient la source DADS, excepté pour les secteurs NAF 17, 23, 70 et 85 où on retient la 24-83.
- Entreprises de 20 à 999 salariés : on retient la source DADS.
- Entreprises de 10 à 19 salariés : on retient la source 24-83.

Du fait de l'usage de cette source externe, 117 414 entreprises avaient pu être estimées en 1993, 114 220 en 1994, 112 435 en 1995 et 112 875 en 1996.

Une différence persiste entre les chiffres de la DGI (154 000 entreprises) et ceux obtenus après l'utilisation de la source externe. Cette différence provient des entreprises de taille 1. L'utilisation des entreprises de taille 1 (10-19 salariés) présentes dans la DADS nous aurait donné un effectif double d'entreprises dans cette classe (soit un peu plus de 70 000). Le choix de garder la source 24-83 provient des indéterminations inhérentes aux effets de seuil. Cette classe n'est en réalité pas très bien définie au regard du seuil des 10 salariés. Les définitions de l'effectif salarié dans la DADS divergeant de celles de la 24-83, il est apparu raisonnable de s'en tenir aux effectifs d'entreprises connus. En outre, compte tenu des modalités d'assujettissements complexes au « 1,5% » des entreprises franchissant le seuil des 10 salariés, les estimations de l'effort de formation de la classe auraient certainement été biaisées.

Les redressements sont opérés par la méthode du ratio⁸. La qualité du redressement par cette méthode est meilleure que celle utilisant l'inverse du taux de sondage, qui prévalait jusqu'en 1993 car la corrélation entre les variables de redressement et les variables redressées est positive, voire forte pour certaines variables. Trois variables de redressements (disponibles dans la source DADS) sont utilisées :

- le nombre d'entreprises;
- le nombre de salariés;
- la masse salariale.

Les résultats présentés dans ce rapport utilisent la source DADS de 1996 pour opérer les redressements de l'année 1996.

⁸ La méthode consiste à estimer Y_i en fonction d'une variable X_i connue à laquelle on affecte un ratio:

$$Y_i = R X_i + U_i$$

Si la corrélation entre la variable d'estimation et la variable estimée est bonne, alors

$$\sum_i U_i = 0, \text{ avec } i=1..N \text{ et,}$$

$$R = \frac{\bar{Y}}{\bar{X}}$$

Dans ce cas, l'estimation de la moyenne de Y par le ratio peut s'écrire :

$$\hat{Y}_R = \bar{y} \left(\frac{\bar{X}}{\bar{x}} \right)$$

ANNEXE 2

TABLEAUX SECTORIELS DÉTAILLÉS 1996

Tableau 2-1 : Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF 17)
Année 1996

SECTEURS	nombre d'entre- prises	nombre de salariés a	Dépenses (en milliers de frs)	Taux de partic. financ.	nombre de stagiaires* b	taux d'accès* b/a	heures de stage* c	Effort physique (en h) c/a	durée moy des stages(h)*
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1 409	60 487	198 526	3,62	16 134	26,7	836 772	13,83	51,86
02 PECHE, AQUACULTURE	54	2 693	4 351	1,47	114	4,2	16 410	6,09	143,90
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	524	48 630	339 362	3,86	21 480	44,2	955 076	19,64	44,46
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	32 599	3 280 853	14 542 875	2,96	1 165 168	35,5	44 734 136	13,63	38,39
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	192	199 922	3 131 718	8,05	111 968	56,0	6 651 937	33,27	59,41
06 CONSTRUCTION	12 457	627 148	1 325 862	1,78	122 433	19,5	3 622 212	5,78	29,59
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	25 133	1 610 177	4 772 996	2,41	481 608	29,9	13 893 453	8,63	28,85
08 HOTELS ET RESTAURANTS	4 138	257 087	488 224	2,12	56 377	21,9	1 552 068	6,04	27,53
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	6 647	774 151	5 614 917	5,10	337 694	43,6	17 827 898	23,03	52,79
10 ACTIVITES FINANCIERES	2 102	612 481	5 479 033	4,71	413 867	67,6	17 164 764	28,02	41,47
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	14 379	1 414 203	5 491 343	2,88	428 616	30,3	15 582 475	11,02	36,36
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	826	215 746	1 552 125	4,82	125 513	58,2	6 686 427	30,99	53,27
13 EDUCATION	2 239	126 061	393 660	2,85	31 485	25,0	1 599 198	12,69	50,79
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	5 618	480 368	1 145 543	2,12	109 747	22,8	5 600 515	11,66	51,03
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4 558	326 408	995 097	2,58	90 781	27,8	3 687 555	11,30	40,62
16 SERVICES DOMESTIQUES									
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES									
TOUS SECTEURS	112 875	10 036 415	45 475 633	3,25	3 512 985	35,0	140 410 896	13,99	39,97

* Hors alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-2 - Données financières sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1996**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organ,		Versements aux FAF	
			%	rang	%	rang	%	rang
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	8,05	15 665	41,58	1	11,84	11	0,28	15
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	5,10	7 253	23,77	2	10,80	12	2,45	13
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,82	7 194	12,07	7	19,71	5	8,17	11
10 ACTIVITES FINANCIERES	4,71	8 946	19,43	4	19,18	6	1,61	14
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	3,86	6 978	21,76	3	16,36	9	4,47	12
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	3,62	3 282	16,86	5	5,07	15	19,01	6
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	2,96	4 433	10,47	8	24,33	2	11,15	10
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	2,88	3 883	9,70	9	25,88	1	11,88	9
13 EDUCATION	2,85	3 123	9,64	10	17,82	7	14,46	8
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	2,58	3 049	8,86	11	22,31	3	18,13	7
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,41	2 964	7,87	12	19,86	4	19,01	5
08 HOTELS ET RESTAURANTS	2,12	1 899	15,26	6	16,40	8	20,33	4
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	2,12	2 385	2,78	13	12,69	10	45,95	1
06 CONSTRUCTION	1,78	2 114	2,41	14	10,14	13	31,87	3
02 PECHE, AQUACULTURE	1,47	1 616	1,67	15	8,48	14	33,31	2
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux 2-3 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1996**

SECTEURS	en % Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,51	1,59	2,29	2,98	*	3,62
02 PECHE, AQUACULTURE	1,50	1,54	1,45	*	*	1,47
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,61	1,67	2,29	3,55	5,00	3,86
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	1,57	1,76	2,39	3,27	4,15	2,96
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	2,35	2,62	3,22	3,77	8,71	8,05
06 CONSTRUCTION	1,54	1,66	1,80	2,11	1,70	1,78
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	1,63	1,84	2,40	2,90	3,10	2,41
08 HOTELS ET RESTAURANTS	1,48	1,86	2,12	2,04	2,54	2,12
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,50	1,59	2,17	3,71	7,93	5,10
10 ACTIVITES FINANCIERES	3,56	2,65	3,50	5,02	5,16	4,71
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	2,06	2,17	2,92	3,64	2,85	2,88
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,23	3,54	4,62	5,09	5,13	4,82
13 EDUCATION	1,75	1,84	2,18	3,30	5,69	2,85
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	1,79	1,97	2,11	2,30	2,12	2,12
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	1,81	1,82	2,22	3,24	4,01	2,58
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	3,25

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-5 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1996

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	9,9	16,5	31,9	68,8	38,8	26,7	7,0	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	2,2	2,2	11,7	7,1	7,2	4,2	5,4	Emp	OQ
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	31,5	38,2	72,2	57,4	40,2	44,2	2,3	Emp	ONQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	19,9	28,7	33,4	53,7	52,0	35,5	2,7	TAM	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	34,2	50,3	50,9	58,4	63,3	56,0	1,9	IC	ONQ
06 CONSTRUCTION	8,8	15,7	18,1	34,0	35,7	19,5	4,0	IC	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	12,6	20,8	27,3	42,7	44,3	29,9	3,5	IC	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	13,1	13,0	17,1	55,5	50,3	21,9	4,3	TAM	OQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	25,1	42,5	38,9	56,6	50,4	43,6	2,3	TAM	ONQ
10 ACTIVITES FINANCIERES	12,3	26,9	51,5	83,3	70,3	67,6	6,8	TAM	ONQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	14,8	22,3	27,1	46,9	46,7	30,3	3,2	TAM	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	10,1	29,5	56,4	58,8	71,7	58,2	7,1	IC	ONQ
13 EDUCATION	11,7	13,8	18,1	36,0	32,8	25,0	3,1	TAM	ONQ
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	10,3	21,1	21,2	33,9	35,4	22,8	3,4	IC	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	12,2	19,8	25,1	41,0	37,7	27,8	3,4	TAM	ONQ
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0	3,2	TAM	ONQ

* les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-6 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1996

SECTEURS	en heures					TOTAL
	Taille des entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	41,29	30,91	31,52	61,85	*	51,86
02 PECHE, AQUACULTURE	58,00	17,60	192,30	*	*	143,90
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	67,15	26,13	26,98	41,03	50,62	44,46
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	36,89	37,73	34,69	35,83	44,91	38,39
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	42,79	33,82	37,68	34,36	62,90	59,41
06 CONSTRUCTION	37,99	33,05	33,55	29,85	21,20	29,59
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	30,81	29,99	28,43	30,84	27,75	28,85
08 HOTELS ET RESTAURANTS	42,24	39,25	30,84	29,10	22,52	27,53
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	25,74	23,85	26,46	35,02	67,16	52,79
10 ACTIVITES FINANCIERES	61,51	38,26	36,24	43,25	41,71	41,47
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	32,96	34,48	36,42	38,10	35,55	36,36
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	81,18	52,51	48,24	54,64	66,44	53,27
13 EDUCATION	48,23	42,96	38,59	50,60	73,83	50,79
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	40,45	38,42	47,86	60,76	52,71	51,03
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	39,15	41,39	42,00	40,32	38,72	40,62
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	36,55	34,83	35,11	38,38	45,82	39,97

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

** Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-7 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1996**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	41,61	25,95	58,40	64,14	55,38	51,86	2,47	TAM	OQ
02 PECHE, AQUACULTURE	237,90	191,90	27,43	212,20	133,00	143,90	8,67	ONQ	Emp
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	81,97	43,23	35,16	40,55	42,31	44,46	2,33	ONQ	Emp
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	34,76	37,45	32,86	42,88	39,19	38,39	1,30	TAM	Emp
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	20,94	59,02	45,62	65,02	56,75	59,41	3,10	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	36,06	32,57	27,27	27,33	24,46	29,59	1,47	ONQ	IC
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	38,81	31,17	23,46	35,30	34,68	28,85	1,65	ONQ	Emp
08 HOTELS ET RESTAURANTS	27,54	21,54	26,18	31,92	27,41	27,53	1,48	TAM	OQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	61,85	56,95	45,31	52,47	47,15	52,79	1,36	ONQ	Emp
10 ACTIVITES FINANCIERES	53,61	62,72	44,45	39,03	42,28	41,47	1,61	OQ	TAM
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	26,91	33,52	32,25	42,36	39,92	36,36	1,57	TAM	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	57,77	63,45	49,60	54,88	61,06	53,27	1,28	OQ	Emp
13 EDUCATION	79,53	53,87	40,91	61,51	48,42	50,79	1,94	ONQ	Emp
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	84,01	54,32	50,14	48,54	41,53	51,03	2,02	ONQ	IC
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	37,62	30,13	36,74	45,42	47,11	40,62	1,56	IC	OQ
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	37,79	41,11	35,14	43,47	40,89	39,97	1,24	TAM	Emp

* Hors alternance

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-8 : Effort physique de formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1996**

SECTEURS	en heures					TOTAL
	Taille des entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	1,49	2,46	9,43	20,45	*	13,83
02 PECHE, AQUACULTURE	0,42	0,89	8,62	*	*	6,09
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	6,32	3,11	10,84	17,43	30,75	19,64
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	2,52	4,36	10,41	17,36	23,88	13,63
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	10,01	10,70	15,61	19,21	36,08	33,27
06 CONSTRUCTION	1,15	2,05	7,10	11,62	8,35	5,78
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	2,80	4,01	8,12	13,91	13,57	8,63
08 HOTELS ET RESTAURANTS	0,88	2,78	7,06	9,56	8,19	6,04
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1,33	2,80	7,94	15,47	44,97	23,03
10 ACTIVITES FINANCIERES	20,40	12,42	18,86	28,99	32,28	28,02
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	5,56	6,24	11,02	16,41	10,87	11,02
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	19,23	20,94	29,32	31,78	36,31	30,99
13 EDUCATION	6,21	6,44	9,69	17,94	39,57	12,69
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	4,61	5,93	10,65	18,39	13,94	11,66
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	5,28	6,85	9,42	17,33	21,06	11,30
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	3,17	4,50	10,50	18,16	24,17	13,99

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

** Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-9 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF17)
Année 1996

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	4,12	4,28	18,61	44,14	21,50	13,83	10,70	TAM	ONQ
02 PECHE, AQUACULTURE	5,29	4,14	3,20	15,05	9,60	6,09	4,70	TAM	Emp
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	25,83	16,52	25,38	23,26	17,00	19,64	1,56	ONQ	OQ
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	6,90	10,75	10,96	23,01	20,37	13,63	3,33	TAM	ONQ
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	7,15	29,69	23,20	37,97	35,92	33,27	5,31	TAM	ONQ
06 CONSTRUCTION	3,19	5,12	4,93	9,30	8,73	5,78	2,91	TAM	ONQ
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	4,89	6,48	6,40	15,08	15,37	8,63	3,15	IC	ONQ
08 HOTELS ET RESTAURANTS	3,60	2,81	4,46	17,71	13,79	6,04	6,31	TAM	OQ
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	15,54	24,19	17,64	29,71	23,74	23,03	1,91	TAM	ONQ
10 ACTIVITES FINANCIERES	6,59	16,85	22,89	32,49	29,72	28,02	4,93	TAM	ONQ
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	3,97	7,49	8,72	19,88	18,64	11,02	5,00	TAM	ONQ
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	5,86	18,75	27,97	32,29	43,75	30,99	7,47	IC	ONQ
13 EDUCATION	9,29	7,46	7,41	22,16	15,88	12,69	2,99	TAM	Emp
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	8,65	11,44	10,62	16,44	14,69	11,66	1,90	TAM	ONQ
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	4,60	5,98	9,22	18,63	17,78	11,30	4,05	TAM	ONQ
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	6,28	11,26	10,71	23,42	20,53	13,99	3,73	TAM	ONQ

(*), Effort physique=nombre d'heures de stage/ nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(1)=catégorie la plus favarisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-10 : Entreprises ayant eu des stagiaires**
selon les secteurs d'activité économique (NAF17) et la taille des entreprises,
Année 1996

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE	12,50	30,50	66,20	66,70	*	27,00
02 PECHE, AQUACULTURE	5,30	32,90	59,40	*	*	31,00
03 INDUSTRIES EXTRACTIVES	38,00	46,00	89,60	100,00	100,00	51,00
04 INDUSTRIE MANUFACTURIERE	27,30	46,30	82,80	99,50	99,20	53,90
05 PROD. ET DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ ET EAU	67,20	82,20	90,10	100,00	100,00	84,70
06 CONSTRUCTION	11,40	26,60	64,10	91,70	86,70	27,80
07 COMMERCE, REP. AUTOMOBILE ET ARTICLES DOMESTIQUES	28,40	45,00	74,50	96,80	96,70	45,80
08 HOTELS ET RESTAURANTS	9,80	24,90	59,50	92,80	100,00	23,80
09 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	24,20	43,40	78,10	97,10	100,00	49,60
10 ACTIVITES FINANCIERES	64,00	70,90	87,30	98,90	100,00	77,90
11 IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	41,10	51,40	70,30	93,10	96,70	54,30
12 ADMINISTRATION PUBLIQUE	55,90	77,10	97,00	100,00	100,00	90,50
13 EDUCATION	42,60	53,10	72,60	100,00	100,00	55,70
14 SANTE ET ACTIVITE SOCIALE	31,20	45,70	69,30	86,70	100,00	51,40
15 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS	32,60	47,10	66,10	97,30	100,00	48,90
16 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
17 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	26,90	43,80	76,20	96,60	98,20	48,00

* Données non fournis en raison du nombre trop faible d'entreprises

** Non comprise la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-11: Principales données selon les secteurs d'activité économique (NAF60) - Année 1996

SÉCTEURS	nombre d'entre- prises	Nombre de salariés a	Dépenses (milliers F)	Taux de particip. financ. %	Nombre de stagiaires** b	Taux d'accès % b/a	Heures de stage** c	Heures de stage par salar. c/a	Durée moy des stages(h)**
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1 255	43 184	68 228	2,08	6 935	16,1	258 060	5,98	37,21
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	154	17 303	130 298	5,94	9 199	53,2	578 712	33,45	62,91
05 PECHE & AQUACULTURE	54	2 693	4 351	1,47	114	4,2	16 410	6,09	143,95
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	27	23 655	246 885	4,79	12 700	53,7	674 728	28,52	53,13
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	497	24 975	92 476	2,55	8 780	35,2	280 348	11,23	31,93
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	4 271	383 887	1 269 794	2,52	127 254	33,1	4 174 804	10,88	32,81
17 INDUSTRIE TEXTILE	1 602	126 318	306 601	2,09	28 343	22,4	1 076 954	8,53	38,00
18 HABILLEMENT	1 524	97 568	199 976	1,98	13 683	14,0	746 000	7,65	54,52
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	502	46 912	95 227	1,88	8 776	18,7	345 641	7,37	39,38
20 TRAVAIL DU BOIS	1 430	62 035	119 579	1,71	9 675	15,6	300 704	4,85	31,08
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	784	93 229	377 064	2,68	33 330	35,8	1 200 979	12,88	36,03
22 EDITION & IMPRIMERIE	2 443	150 388	514 240	2,13	35 735	23,8	1 154 374	7,68	32,30
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	54	36 442	410 363	4,69	21 969	60,3	1 032 009	28,32	46,98
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	1 380	277 668	1 994 907	3,75	145 813	52,5	5 404 899	19,47	37,07
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1 719	193 334	753 102	2,89	70 145	36,3	2 495 497	12,91	35,58
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1 299	130 515	484 987	2,56	42 240	32,4	1 513 834	11,60	35,84
27 METALLURGIE	527	117 641	644 923	3,51	53 098	45,1	2 102 509	17,87	39,60
28 TRAVAIL DES METAUX	6 284	330 644	934 478	2,11	76 622	23,2	2 590 942	7,84	33,81
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2 924	286 936	1 165 632	2,64	104 192	36,3	3 683 898	12,84	35,36
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	114	40 272	547 216	5,60	26 796	66,5	662 182	16,44	24,71
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	907	145 321	690 795	3,12	57 410	39,5	2 211 534	15,22	38,52
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	664	116 536	776 122	3,97	58 049	49,8	2 486 166	21,33	42,83
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1 269	121 005	628 846	2,97	44 409	36,7	1 802 088	14,89	40,58
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	645	280 511	1 545 407	3,65	125 179	44,6	6 366 767	22,70	50,86
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	337	119 728	780 738	3,40	58 400	48,8	2 551 334	21,31	43,69
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1 571	110 975	278 757	2,10	23 146	20,9	794 335	7,16	34,32
37 RECUPERATION	349	12 988	24 127	1,52	904	7,0	36 686	2,82	40,58
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	118	166 262	2 913 155	8,89	91 845	55,2	6 146 918	36,97	66,97
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	74	33 660	218 563	3,56	20 123	59,8	505 019	15,00	25,10
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	12 457	627 148	1 325 860	1,78	122 433	19,5	3 622 212	5,78	29,59
50 REPARATION AUTOMOBILE	4 615	189 804	600 830	2,48	59 679	31,4	1 701 693	8,97	28,51
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	12 385	667 620	2 428 279	2,38	179 586	26,9	6 115 289	9,16	34,05
52 COMMERCE DE DETAIL	8 133	752 753	1 743 892	2,41	242 343	32,2	6 076 471	8,07	25,07
55 HOTELS & RESTAURANTS	4 138	257 087	488 224	2,12	56 377	21,9	1 552 068	6,04	27,53
60 TRANSPORTS TERRESTRES	4 860	508 141	3 468 966	5,15	225 705	44,4	12 822 872	25,23	56,81
61 TRANSPORTS MARITIMES	67	14 142	64 953	2,48	4 923	34,8	273 861	19,37	55,63
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	87	61 241	1 317 900	9,65	40 080	65,4	2 473 586	40,39	61,72
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1 474	171 032	609 951	2,64	57 489	33,6	1 788 430	10,46	31,11
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	159	19 595	153 148	4,57	9 497	48,5	469 149	23,94	49,40
65 BANQUES	984	391 162	3 940 538	5,06	300 410	76,8	12 092 253	30,91	40,25
66 ASSURANCES	591	183 695	1 259 105	4,17	96 987	52,8	4 362 775	23,75	44,98
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	527	37 624	279 392	3,38	16 470	43,8	709 736	18,86	43,09
70 IMMOBILIER	1 525	99 873	353 500	2,59	32 791	32,8	1 045 968	10,47	31,90
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	480	38 803	136 278	2,84	13 153	33,9	384 130	9,90	29,20
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	1 764	150 896	1 137 506	3,85	65 296	43,3	3 005 536	19,92	46,03
73 RECHERCHE	240	40 759	292 932	3,64	19 893	48,8	720 121	17,67	36,20
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	10 370	1 083 872	3 571 128	2,65	297 483	27,4	10 426 720	9,62	35,05
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	826	215 746	1 552 124	4,82	125 513	58,2	6 686 427	30,99	53,27
80 EDUCATION	2 239	126 061	393 661	2,85	31 485	25,0	1 599 198	12,69	50,79
85 SANTE & ACTION SOCIALE	5 618	480 368	1 145 543	2,12	109 747	22,8	5 600 515	11,66	51,03
90 SERVICES COLLECTIFS	330	42 875	100 395	1,98	10 958	25,6	281 166	6,56	25,66
91 SERVICES SOCIAUX	1 995	133 634	388 819	2,71	39 273	29,4	1 894 420	14,18	48,24
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1 607	122 563	454 978	2,74	35 952	29,3	1 321 410	10,78	36,75
93 SERVICES PERSONNELS	626	27 336	50 905	1,99	4 598	16,8	190 559	6,97	41,44
95 SERVICES DOMESTIQUES									
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES									
TOUS SECTEURS	112 875	10 036 415	45 475 643	3,25	3 512 985	35,0	140 410 896	13,99	39,97

** Non comprises les formations en alternance

* Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-12 : Données financières sur l'intensité et la modalité de la formation
selon les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1996**

Secteurs d'activité	TPF	Dépenses par tête (en F)	Formation interne		Conventions avec organ,		Versements aux FAF	
			%	rang	%	rang	%	rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	9,65	21 520	38,00	2	11,47	47	0,11	54
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	8,89	17 521	43,35	1	10,86	48	0,12	53
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	5,94	7 530	24,44	4	3,67	54	2,29	46
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	5,60	13 588	23,15	5	17,10	41	1,73	49
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,15	6 827	20,98	6	6,72	53	2,22	48
65 BANQUES	5,06	10 074	20,38	7	18,00	37	0,48	50
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,82	7 194	12,07	20	19,71	33	8,17	31
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	4,79	10 437	27,62	3	15,76	45	0,48	51
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,69	11 261	14,83	12	27,58	7	0,15	52
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,57	7 816	13,31	17	32,54	1	3,51	42
66 ASSURANCES	4,17	6 854	17,73	10	21,16	29	4,27	38
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,97	6 660	8,06	30	31,36	3	4,06	39
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	3,85	7 538	9,42	27	30,16	4	6,74	36
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,75	7 185	11,73	21	28,98	6	3,78	41
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,65	5 509	19,67	8	21,04	30	3,99	40
73 RECHERCHE	3,64	7 187	7,54	32	31,67	2	2,28	47
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,56	6 493	18,07	9	24,79	16	2,39	45
27 METALLURGIE	3,51	5 482	9,43	26	27,45	9	3,18	43
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,40	6 521	10,58	23	25,89	13	2,70	44
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,38	7 426	13,65	14	26,91	10	5,65	37
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,12	4 754	13,56	15	23,86	22	9,28	30
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	2,97	5 197	7,24	34	30,08	5	7,57	34
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,89	3 895	12,57	18	16,11	44	23,42	11
80 EDUCATION	2,85	3 123	9,64	25	17,82	39	14,46	25
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,84	3 512	14,12	13	22,11	26	7,80	33
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,74	3 712	12,56	19	20,81	32	16,97	21
91 SERVICES SOCIAUX	2,71	2 910	6,89	37	22,46	24	19,33	18
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,68	4 044	6,47	39	25,62	15	15,34	23
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,65	3 295	10,36	24	24,15	20	13,21	26
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,64	3 566	13,37	16	25,69	14	8,02	32
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,64	4 062	6,99	35	26,61	11	12,64	27
70 IMMOBILIER	2,59	3 539	4,01	46	26,30	12	24,56	10
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,56	3 716	6,90	36	23,91	21	11,17	28
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,55	3 703	6,12	42	17,94	38	15,15	24
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,52	3 308	4,85	44	21,32	28	22,71	14
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,48	3 166	4,58	45	22,34	25	10,47	29
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,48	4 593	6,41	40	24,43	17	7,57	35
52 COMMERCE DE DETAIL	2,41	2 317	8,62	28	17,46	40	22,04	15
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,38	3 637	8,14	29	20,98	31	18,95	19
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,13	3 419	7,53	33	24,35	19	17,02	20
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,12	1 899	15,26	11	16,40	43	20,33	17
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,12	2 385	2,78	48	12,69	46	45,95	2
28 TRAVAIL DES METAUX	2,11	2 826	4,89	43	23,12	23	22,84	13
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,10	2 512	6,29	41	19,59	34	24,59	9
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,09	2 427	7,65	31	19,42	35	25,09	8
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	2,08	1 580	2,39	50	7,73	52	50,93	1
93 SERVICES PERSONNELS	1,99	1 862	1,36	53	24,36	18	22,98	12
18 HABILLEMENT	1,98	2 050	10,66	22	19,06	36	25,99	7
90 SERVICES COLLECTIFS	1,98	2 342	3,56	47	27,52	8	16,31	22
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,88	2 030	6,83	38	21,54	27	21,03	16
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,78	2 114	2,41	49	10,14	49	31,87	5
20 TRAVAIL DU BOIS	1,71	1 928	1,77	51	16,91	42	30,30	6
37 RECUPERATION	1,52	1 858	1,15	54	9,70	50	44,84	3
05 PECHE & AQUACULTURE	1,47	1 616	1,67	52	8,48	51	33,31	4
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.

Source : Déclaration fiscale des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableaux 2-13 : Taux de participation financière
selon le secteur d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1996**

SECTEURS	Taille des entreprises en %					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,54	1,61	2,15	2,98	*	2,08
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	1,41	1,48	3,21	*	*	5,94
05 PECHE & AQUACULTURE	1,50	1,54	1,45	*	.	1,47
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	1,54	2,34	*	4,97	4,79
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	1,61	1,68	2,28	3,55	*	2,55
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	1,49	1,79	2,32	2,76	3,47	2,52
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,23	1,69	2,13	2,26	2,30	2,09
18 HABILLEMENT	1,44	1,71	1,97	2,83	*	1,98
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,50	1,47	1,88	2,11	*	1,88
20 TRAVAIL DU BOIS	1,47	1,68	1,75	*	*	1,71
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	1,60	1,70	2,40	3,44	*	2,68
22 EDITION & IMPRIMERIE	1,51	1,69	1,98	2,92	*	2,13
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	.	1,75	3,56	4,88	4,82	4,69
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	2,19	2,13	3,07	3,89	5,12	3,75
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	1,41	1,84	2,39	3,03	4,17	2,89
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1,55	1,69	2,28	3,20	2,49	2,56
27 METALLURGIE	1,36	1,89	2,64	3,77	4,23	3,51
28 TRAVAIL DES METAUX	1,57	1,75	2,19	2,61	2,79	2,11
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	1,47	1,74	2,45	3,00	3,57	2,64
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	1,42	2,24	3,65	3,39	6,53	5,60
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	1,67	1,80	2,58	3,19	3,81	3,12
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	1,63	1,90	2,90	3,96	4,84	3,97
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	1,56	1,80	2,61	3,41	3,74	2,97
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	1,74	2,17	2,27	3,62	3,94	3,65
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	1,58	1,87	2,35	2,88	3,75	3,40
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1,51	1,64	1,99	2,83	*	2,10
37 RECUPERATION	1,47	1,47	1,58	*	*	1,52
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	2,73	2,84	3,17	3,72	9,45	8,89
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	1,17	2,29	3,29	3,86	3,59	3,56
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,54	1,66	1,80	2,11	1,70	1,78
50 REPARATION AUTOMOBILE	1,86	2,28	2,46	3,09	3,85	2,48
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	1,58	1,80	2,35	3,31	4,62	2,38
52 COMMERCE DE DETAIL	1,57	1,60	2,52	2,19	2,83	2,41
55 HOTELS & RESTAURANTS	1,48	1,86	2,12	2,04	2,54	2,12
60 TRANSPORTS TERRESTRES	1,47	1,54	2,13	2,73	7,65	5,15
61 TRANSPORTS MARITIMES	1,61	1,74	1,85	3,28	*	2,48
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	1,91	2,52	4,37	5,79	*	9,65
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	1,56	1,67	1,97	3,24	3,91	2,64
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	1,59	1,49	3,13	4,87	*	4,57
65 BANQUES	4,47	3,00	3,75	5,30	5,32	5,06
66 ASSURANCES	4,79	2,03	3,37	4,16	4,70	4,17
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	1,66	2,55	3,18	5,56	*	3,38
70 IMMOBILIER	2,19	1,92	2,66	3,31	*	2,59
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,43	2,11	3,08	3,32	*	2,84
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	2,11	2,65	3,16	4,88	5,65	3,85
73 RECHERCHE	2,07	2,29	3,47	3,75	*	3,64
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,05	2,10	2,86	3,23	2,53	2,65
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	2,23	3,54	4,62	5,09	5,13	4,82
80 EDUCATION	1,75	1,84	2,18	3,30	5,69	2,85
85 SANTE & ACTION SOCIALE	1,79	1,97	2,11	2,30	2,12	2,12
90 SERVICES COLLECTIFS	1,35	1,56	1,85	2,21	*	1,98
91 SERVICES SOCIAUX	1,91	1,99	2,73	3,70	3,44	2,71
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1,71	1,70	1,92	3,53	4,70	2,74
93 SERVICES PERSONNELS	1,88	1,75	1,66	2,91	.	1,99
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	3,25

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prises en compte dans le total)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-14
Taux de participation financière et degré de concentration
des secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1996

SECTEURS	TPF		Degré de concentration	
	%	Rang	Effectif salarié moyen des entreprises	Rang
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	9,65	1	704	3
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	8,89	2	1409	1
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	5,94	3	112	23
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	5,60	4	353	9
60 TRANSPORTS TERRESTRES	5,15	5	105	24
65 BANQUES	5,06	6	398	7
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,82	7	261	11
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	4,79	8	876	2
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	4,69	9	675	4
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	4,57	10	123	19
66 ASSURANCES	4,17	11	311	10
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,97	12	176	15
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	3,85	13	86	32
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	3,75	14	201	14
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	3,65	15	435	6
73 RECHERCHE	3,64	16	170	16
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	3,56	17	455	5
27 METALLURGIE	3,51	18	223	12
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,40	19	355	8
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,38	20	71	37
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,12	21	160	17
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	2,97	22	95	28
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,89	23	112	22
80 EDUCATION	2,85	24	56	44
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,84	25	81	34
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	2,74	26	76	36
91 SERVICES SOCIAUX	2,71	27	67	39
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	2,68	28	119	20
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	2,65	29	105	25
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,64	30	116	21
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	2,64	31	98	27
70 IMMOBILIER	2,59	32	65	40
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	2,56	33	100	26
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	2,55	34	50	48
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	2,52	35	90	31
50 REPARATION AUTOMOBILE	2,48	36	41	52
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,48	37	211	13
52 COMMERCE DE DETAIL	2,41	38	93	30
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,38	39	54	45
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,13	40	62	43
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,12	41	62	42
85 SANTE & ACTION SOCIALE	2,12	42	86	33
28 TRAVAIL DES METAUX	2,11	43	53	46
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,10	44	71	38
17 INDUSTRIE TEXTILE	2,09	45	79	35
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	2,08	46	34	54
93 SERVICES PERSONNELS	1,99	47	44	50
18 HABILLEMENT	1,98	48	64	41
90 SERVICES COLLECTIFS	1,98	49	130	18
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,88	50	93	29
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,78	51	50	47
20 TRAVAIL DU BOIS	1,71	52	43	51
37 RECUPERATION	1,52	53	37	53
05 PECHE & AQUACULTURE	1,47	54	50	49
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-15 :Taux d'accès ** à la formation continue
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1996**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	3,6	8,2	27,5	33,1	*	16,1
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	3,3	5,7	44,8	*	*	53,2
05 PECHE & AQUACULTURE	0,7	5,1	4,5	*	*	4,2
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	24,7	19,9	*	55,9	53,7
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	9,3	11,3	42,6	42,5	.	35,2
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	8,5	12,5	31,5	44,5	50,2	33,1
17 INDUSTRIE TEXTILE	12,6	8,8	22,2	40,8	24,2	22,4
18 HABILLEMENT	4,0	6,7	15,4	28,5	*	14,0
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	2,4	5,1	17,8	31,6	*	18,7
20 TRAVAIL DU BOIS	2,6	8,5	20,3	*	*	15,6
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	4,3	10,4	33,1	53,1	*	35,8
22 EDITION & IMPRIMERIE	6,3	9,9	23,8	43,8	*	23,8
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	19,9	39,5	68,5	59,8	60,3
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	17,6	21,0	45,9	59,6	63,1	52,5
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	5,3	14,9	31,0	51,3	48,0	36,3
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	3,9	10,3	31,2	46,5	31,5	32,4
27 METALLURGIE	2,2	22,2	36,7	52,1	52,6	45,1
28 TRAVAIL DES METAUX	7,4	12,0	27,0	42,5	30,5	23,2
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	6,4	12,7	33,3	49,3	53,4	36,3
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	12,5	14,3	29,6	48,8	87,0	66,5
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	9,4	14,5	35,1	45,0	47,8	39,5
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	10,5	14,3	36,5	56,6	64,1	49,8
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	7,1	12,2	32,5	42,4	61,0	36,7
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	5,0	14,4	29,9	44,6	49,0	44,6
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	6,7	13,1	30,8	48,5	55,5	48,8
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	3,9	7,5	20,9	37,6	*	20,9
37 RECUPERATION	2,2	4,9	10,5	*	*	7,0
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	27,6	37,1	38,2	57,5	56,1	55,2
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	10,3	24,3	46,9	53,1	65,6	59,8
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	3,0	6,2	21,2	38,9	39,4	19,5
50 REPARATION AUTOMOBILE	15,3	25,2	32,3	51,2	72,2	31,4
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	9,6	13,3	30,7	47,6	38,8	26,9
52 COMMERCE DE DETAIL	4,7	7,1	23,6	41,9	48,8	32,2
55 HOTELS & RESTAURANTS	2,1	7,1	22,9	32,9	36,4	21,9
60 TRANSPORTS TERRESTRES	3,7	11,4	30,8	48,6	66,6	44,4
61 TRANSPORTS MARITIMES	15,4	19,7	27,7	42,6	*	34,8
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	25,7	14,3	38,0	20,8	*	65,4
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	10,2	13,5	28,6	43,6	49,2	33,6
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	6,3	5,2	19,9	62,6	*	48,5
65 BANQUES	44,7	44,3	58,5	70,9	86,9	76,8
66 ASSURANCES	28,8	19,9	49,2	55,7	55,8	52,8
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	17,6	28,7	43,6	75,5	*	43,8
70 IMMOBILIER	14,7	17,7	33,4	51,1	*	32,8
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	7,3	14,3	30,2	55,0	*	33,9
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	14,3	18,0	33,1	68,7	73,9	43,3
73 RECHERCHE	15,4	15,9	42,4	56,7	*	48,8
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	17,9	18,4	28,8	34,2	28,1	27,4
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	23,7	39,9	60,8	58,2	54,6	58,2
80 EDUCATION	12,9	15,0	25,1	35,5	53,6	25,0
85 SANTE & ACTION SOCIALE	11,4	15,4	22,2	30,3	26,4	22,8
90 SERVICES COLLECTIFS	9,4	17,4	23,2	29,4	*	25,6
91 SERVICES SOCIAUX	24,2	24,6	27,4	45,1	39,3	29,4
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	4,1	7,8	15,9	52,8	68,5	29,3
93 SERVICES PERSONNELS	9,0	10,3	19,1	28,8	.	16,8
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	35,0

* : Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

** : Taux d'accès à la formation= nombre de stagiaires*100/nombre de salariés (non comprise la formation en alternance)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-16 : Taux d'accès à la formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1996

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	6,1	12,4	22,2	43,4	29,3	16,1	7,1	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	25,7	28,6	58,7	87,8	71,0	53,2	3,4	TAM	ONQ
05 PECHE & AQUACULTURE	2,2	2,2	11,7	7,1	7,2	4,2	5,4	Emp	OQ
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	42,7	58,9	166,3	50,6	36,0	53,7	4,6	Emp	IC
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	15,4	26,8	43,1	69,1	52,6	35,2	4,5	TAM	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	22,4	29,8	26,8	52,0	55,5	33,1	2,5	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	15,7	16,2	26,7	40,3	42,2	22,4	2,7	IC	ONQ
18 HABILLEMENT	10,1	10,2	16,1	27,4	25,4	14,0	2,7	TAM	ONQ
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	9,4	15,2	30,1	32,3	40,5	18,7	4,3	IC	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	9,1	13,5	21,6	29,9	29,6	15,6	3,3	TAM	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	13,2	33,8	35,0	57,9	53,3	35,8	4,4	TAM	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	6,4	16,1	24,2	31,4	36,6	23,8	5,7	IC	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	5,8	56,2	44,4	65,1	63,3	60,3	11,1	TAM	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	27,4	41,2	45,6	63,4	64,8	52,5	2,4	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	24,5	32,0	37,3	54,4	54,4	36,3	2,2	TAM	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	15,0	30,2	31,5	51,0	52,0	32,4	3,5	IC	ONQ
27 METALLURGIE	20,7	40,1	46,6	61,3	60,5	45,1	3,0	TAM	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	13,3	20,5	26,3	37,5	31,9	23,2	2,8	TAM	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	26,1	29,6	32,4	50,5	48,4	36,3	1,9	TAM	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	18,3	25,2	79,7	52,7	77,1	66,5	4,3	Emp	ONQ
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	29,8	33,9	40,9	51,1	50,6	39,5	1,7	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	33,4	45,1	44,1	55,3	60,7	49,8	1,8	IC	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	13,0	23,7	31,1	46,4	52,3	36,7	4,0	IC	ONQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	26,5	41,9	38,2	72,5	49,0	44,6	2,7	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	19,7	37,6	47,4	55,0	60,7	48,8	3,1	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	12,7	16,3	22,7	37,2	41,7	20,9	3,3	IC	ONQ
37 RECUPERATION	4,9	5,7	7,3	15,9	13,3	7,0	3,3	TAM	ONQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	3,8	48,6	49,7	57,3	61,8	55,2	16,4	IC	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	44,5	56,5	52,6	72,0	75,0	59,8	1,7	IC	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	8,8	15,7	18,1	34,0	35,7	19,5	4,0	IC	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	11,2	30,3	25,6	47,4	45,1	31,4	4,2	TAM	ONQ
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	13,7	19,2	21,5	38,5	38,8	26,9	2,8	IC	ONQ
52 COMMERCE DE DETAIL	11,8	14,1	30,4	47,6	56,2	32,2	4,8	IC	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	13,1	13,0	17,1	55,5	50,3	21,9	4,3	TAM	OQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	19,8	44,5	38,6	61,0	48,5	44,4	3,1	TAM	ONQ
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,2	24,5	34,9	41,3	50,1	34,8	22,9	IC	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	55,9	76,1	67,6	61,6	64,3	65,4	1,4	OQ	ONQ
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	31,7	26,8	29,1	46,0	42,1	33,6	1,7	TAM	OQ
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	6,6	35,8	32,4	67,8	60,1	48,5	10,2	TAM	ONQ
65 BANQUES	11,9	31,3	53,9	93,4	78,1	76,8	7,9	TAM	ONQ
66 ASSURANCES	16,1	15,5	51,5	51,7	60,3	52,8	3,9	IC	OQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	1,7	51,4	35,7	59,5	47,3	43,8	35,4	TAM	ONQ
70 IMMOBILIER	16,7	23,3	27,7	49,0	50,5	32,8	3,0	IC	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	4,4	22,1	40,2	49,9	52,4	33,9	12,0	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	1,1	19,9	30,4	45,1	48,6	43,3	44,6	IC	ONQ
73 RECHERCHE	16,3	31,3	42,0	46,3	55,8	48,8	3,4	IC	ONQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	14,9	22,3	25,7	47,0	43,9	27,4	3,2	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	10,1	29,5	56,4	58,8	71,7	58,2	7,1	IC	ONQ
80 EDUCATION	11,7	13,8	18,1	36,0	32,8	25,0	3,1	TAM	ONQ
85 SANTE & ACTION SOCIALE	10,3	21,1	21,2	33,9	35,4	22,8	3,4	IC	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	13,1	25,5	30,5	41,7	48,1	25,6	3,7	IC	ONQ
91 SERVICES SOCIAUX	15,1	18,3	22,9	42,5	43,0	29,4	2,9	IC	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	3,4	13,5	28,5	39,2	32,5	29,3	11,7	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	11,0	12,4	15,8	38,9	33,9	16,8	3,5	TAM	ONQ
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0	3,2	TAM	ONQ

* les formations en alternances ne sont pas comprises dans ce taux

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-17 : Durée moyenne des stages **
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1996**

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	36,75	30,98	31,36	61,85	*	37,21
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	84,10	30,09	32,13	*	*	62,91
05 PECHE & AQUACULTURE	58,00	17,60	192,30	*	*	143,90
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	21,38	47,63	*	53,48	53,13
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	68,34	26,60	25,83	41,03	*	31,93
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	21,67	43,51	29,75	31,85	39,97	32,81
17 INDUSTRIE TEXTILE	44,96	39,13	38,14	33,63	52,19	38,00
18 HABILLEMENT	15,96	76,82	56,72	37,52	*	54,52
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	60,47	32,74	46,11	30,07	*	39,38
20 TRAVAIL DU BOIS	80,79	41,94	29,93	*	*	31,08
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	44,03	35,10	36,98	34,67	*	36,03
22 EDITION & IMPRIMERIE	31,74	30,36	33,75	31,14	*	32,30
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	32,85	45,57	42,97	51,32	46,98
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	38,19	34,27	33,83	36,27	44,58	37,07
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	43,96	33,75	31,48	30,09	45,27	35,58
26 FABRICATION PROD. MINER AUX NON METALLIQUES	33,40	39,14	28,96	37,48	48,98	35,84
27 METALLURGIE	43,70	27,23	31,57	40,74	45,17	39,60
28 TRAVAIL DES METAUX	28,02	34,10	35,02	30,36	43,57	33,81
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	65,04	39,80	32,52	34,32	40,57	35,36
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	24,79	31,31	46,28	40,70	19,79	24,71
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	48,59	36,16	35,66	39,94	39,82	38,52
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	46,90	42,11	42,63	47,39	41,27	42,83
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	37,03	36,38	41,17	34,48	44,04	40,58
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	27,30	32,77	36,70	50,13	52,84	50,86
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	23,72	41,78	33,37	34,65	47,67	43,69
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	61,17	27,08	36,03	32,75	*	34,32
37 RECUPERATION	169,30	32,78	37,25	*	*	40,58
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	45,49	35,26	40,78	37,51	70,04	66,93
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	20,08	30,88	33,38	28,42	23,27	25,10
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	37,99	33,05	33,55	29,85	21,20	29,59
50 REPARATION AUTOMOBILE	26,15	28,84	28,01	25,35	31,28	28,51
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	29,48	32,77	30,51	38,45	49,89	34,05
52 COMMERCE DE DETAIL	43,69	25,11	24,16	22,48	25,78	25,07
55 HOTELS & RESTAURANTS	42,24	39,25	30,84	29,10	22,52	27,53
60 TRANSPORTS TERRESTRES	30,14	23,01	25,15	26,34	71,01	56,81
61 TRANSPORTS MARITIMES	20,00	29,62	42,67	65,42	*	55,63
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	11,24	31,30	49,27	59,67	*	61,72
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	21,44	25,90	25,84	31,62	39,11	31,11
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	10,23	21,99	31,32	44,34	*	49,40
65 BANQUES	75,79	39,24	36,47	43,11	38,96	40,25
66 ASSURANCES	31,95	37,40	33,40	43,06	51,93	44,98
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	26,08	36,82	42,72	49,00	*	43,09
70 IMMOBILIER	29,11	30,85	33,04	30,73	*	31,90
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	34,34	28,81	35,34	25,94	*	29,20
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	48,07	41,60	42,77	46,57	51,61	46,03
73 RECHERCHE	34,62	40,32	37,17	41,77	*	36,20
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	32,13	33,74	35,67	36,62	34,20	35,05
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	81,18	52,51	48,24	54,64	66,44	53,27
80 EDUCATION	48,23	42,96	38,59	50,60	73,83	50,79
85 SANTE & ACTION SOCIALE	40,45	38,42	47,86	60,76	52,71	51,03
90 SERVICES COLLECTIFS	13,24	18,34	28,71	25,09	*	25,66
91 SERVICES SOCIAUX	34,33	43,89	48,83	43,17	61,32	48,24
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	89,26	43,83	38,19	40,14	31,89	36,75
93 SERVICES PERSONNELS	37,28	30,38	28,14	63,55	*	41,44
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	36,55	34,83	35,11	38,38	45,82	39,97

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

** Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

**Tableau 2-18 : Durée moyenne* (en heures) des stages selon la qualification
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1996**

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	32,60	29,48	35,55	43,21	46,40	37,21	1,57	IC	OQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	50,56	21,47	82,24	71,87	67,87	62,91	3,83	Emp	OQ
05 PECHE & AQUACULTURE	237,90	191,90	27,43	212,20	133,00	143,90	8,67	ONQ	Emp
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	96,47	48,30	43,60	48,72	48,37	53,13	2,21	ONQ	Emp
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	24,47	37,07	25,11	30,09	30,02	31,93	1,51	OQ	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	25,55	32,65	32,40	34,28	37,92	32,81	1,48	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	48,78	39,89	30,57	34,61	37,13	38,00	1,60	ONQ	Emp
18 HABILLEMENT	100,80	69,94	31,29	40,40	40,44	54,52	3,22	ONQ	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	51,20	45,59	30,61	33,71	31,25	39,38	1,67	ONQ	Emp
20 TRAVAIL DU BOIS	27,34	26,71	34,04	37,64	36,79	31,08	1,41	TAM	OQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	41,36	30,41	45,41	41,31	37,41	36,03	1,49	Emp	OQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	34,16	35,57	29,09	39,70	29,49	32,30	1,36	TAM	Emp
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	13,17	53,96	37,32	47,49	45,12	46,98	4,10	OQ	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	31,11	32,36	34,07	39,26	40,44	37,07	1,30	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	27,45	35,53	32,03	39,38	41,79	35,58	1,52	IC	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	41,57	33,95	34,50	37,62	35,97	35,84	1,22	ONQ	OQ
27 METALLURGIE	22,03	33,98	39,12	47,28	47,34	39,60	2,15	IC	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	24,27	31,72	33,59	39,03	40,04	33,81	1,65	IC	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	31,12	31,89	32,88	40,33	37,72	35,36	1,30	TAM	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	87,93	42,90	10,79	56,20	21,24	24,71	8,15	ONQ	Emp
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	35,48	32,98	35,77	45,75	43,53	38,52	1,39	TAM	OQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	29,72	50,80	31,76	47,30	40,11	42,83	1,71	OQ	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	53,10	33,77	32,60	46,29	41,37	40,58	1,63	ONQ	Emp
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	48,27	54,38	36,56	53,17	47,19	50,86	1,49	OQ	Emp
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	17,41	38,96	37,67	46,17	48,21	43,69	2,77	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	30,72	33,76	32,77	37,26	36,77	34,32	1,21	TAM	ONQ
37 RECUPERATION	38,65	33,19	61,22	44,79	35,69	40,58	1,84	Emp	OQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	35,10	70,69	59,71	68,82	61,75	66,93	2,01	OQ	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	20,53	23,31	26,15	27,05	24,52	25,10	1,32	TAM	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	36,06	32,57	27,27	27,33	24,46	29,59	1,47	ONQ	IC
50 REPARATION AUTOMOBILE	51,38	34,91	21,36	27,43	26,09	28,51	2,41	ONQ	Emp
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	44,25	30,97	29,42	36,13	38,38	34,05	1,50	ONQ	Emp
52 COMMERCE DE DETAIL	20,57	23,25	21,52	37,45	31,34	25,07	1,82	TAM	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	27,54	21,54	26,18	31,92	27,41	27,53	1,48	TAM	OQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	82,66	59,75	48,78	58,37	36,02	56,81	2,29	ONQ	IC
61 TRANSPORTS MARITIMES	108,70	51,52	52,93	72,09	49,51	55,63	2,20	ONQ	IC
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	61,60	52,37	58,69	53,54	85,06	61,72	1,62	IC	OQ
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	28,17	32,44	25,75	34,73	33,66	31,11	1,35	TAM	Emp
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	43,39	23,82	43,10	61,62	49,37	49,40	2,59	TAM	OQ
65 BANQUES	59,17	70,55	42,95	37,58	42,98	40,25	1,88	OQ	TAM
66 ASSURANCES	45,64	47,67	47,11	45,54	41,17	44,98	1,16	OQ	IC
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	16,88	21,67	40,53	55,25	38,71	43,09	3,27	TAM	ONQ
70 IMMOBILIER	28,88	38,63	26,12	35,40	34,69	31,90	1,48	OQ	Emp
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	24,09	23,26	30,49	29,14	32,85	29,20	1,41	IC	OQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	28,80	39,16	44,29	55,20	44,07	46,03	1,92	TAM	ONQ
73 RECHERCHE	94,71	38,72	29,30	47,69	29,85	36,20	3,23	ONQ	Emp
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	26,66	33,58	31,78	40,53	39,78	35,05	1,52	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	57,77	63,45	49,60	54,88	61,06	53,27	1,28	OQ	Emp
80 EDUCATION	79,53	53,87	40,91	61,51	48,42	50,79	1,94	ONQ	Emp
85 SANTE & ACTION SOCIALE	84,01	54,32	50,14	48,54	41,53	51,03	2,02	ONQ	IC
90 SERVICES COLLECTIFS	31,13	23,62	25,76	28,12	26,44	25,66	1,32	ONQ	OQ
91 SERVICES SOCIAUX	46,74	56,65	45,62	48,40	51,04	48,24	1,24	OQ	Emp
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	38,73	39,47	30,45	44,83	41,49	36,75	1,47	TAM	Emp
93 SERVICES PERSONNELS	22,62	28,65	28,83	39,71	100,50	41,44	4,44	IC	ONQ
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	37,79	41,11	35,14	43,47	40,89	39,97	1,24	TAM	Emp

(*): Durée moyenne des stages=nombre d'heures de stage/nombre de stagiaires (n.c. la formation en alternance)

(1)=Catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-19 : Effort physique de formation continue**
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1996

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,34	2,55	8,63	20,45	*	5,98
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	2,82	1,72	14,39	*	*	33,45
05 PECHE & AQUACULTURE	0,42	0,89	8,62	*	*	6,09
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	5,29	9,50	*	29,92	28,52
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVE	6,33	3,01	11,00	17,43	*	11,23
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	1,85	5,44	9,39	14,18	20,08	10,88
17 INDUSTRIE TEXTILE	5,65	3,43	8,45	13,71	12,61	8,53
18 HABILLEMENT	0,63	5,15	8,71	10,68	*	7,65
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	1,44	1,66	8,22	9,51	*	7,37
20 TRAVAIL DU BOIS	2,12	3,58	6,09	*	*	4,85
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	1,87	3,66	12,23	18,39	*	12,88
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,00	3,00	8,04	13,65	*	7,68
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	*	6,53	17,98	29,45	30,69	28,32
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	6,72	7,19	15,53	21,63	28,15	19,47
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	2,35	5,04	9,75	15,43	21,72	12,91
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	1,31	4,01	9,02	17,41	15,42	11,60
27 METALLURGIE	0,98	6,04	11,60	21,24	23,75	17,87
28 TRAVAIL DES METAUX	2,06	4,10	9,46	12,90	13,31	7,84
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	4,19	5,04	10,82	16,92	21,65	12,84
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	3,09	4,48	13,68	19,84	17,22	16,44
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	4,57	5,24	12,50	17,95	19,03	15,22
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	4,93	6,03	15,54	26,83	26,45	21,33
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	2,62	4,42	13,37	14,61	26,84	14,89
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	1,36	4,71	10,98	22,36	25,88	22,70
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	1,60	5,48	10,28	16,79	26,47	21,31
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,41	2,04	7,53	12,31	*	7,16
37 RECUPERATION	3,76	1,62	3,92	*	*	2,82
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	12,55	13,07	15,59	21,58	39,29	36,97
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	2,06	7,52	15,65	15,09	15,26	15,00
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	1,15	2,05	7,10	11,62	8,35	5,78
50 REPARATION AUTOMOBILE	3,99	7,27	9,04	12,98	22,60	8,97
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	2,84	4,35	9,36	18,30	19,36	9,16
52 COMMERCE DE DETAIL	2,06	1,78	5,71	9,42	12,58	8,07
55 HOTELS & RESTAURANTS	0,88	2,78	7,06	9,56	8,19	6,04
60 TRANSPORTS TERRESTRES	1,13	2,62	7,74	12,80	47,31	25,23
61 TRANSPORTS MARITIMES	3,08	5,84	11,81	27,87	*	19,37
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	2,89	4,48	18,72	12,42	*	40,39
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	2,20	3,49	7,39	13,78	19,22	10,46
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	0,65	1,14	6,23	27,77	*	23,94
65 BANQUES	33,85	17,38	21,32	30,58	33,88	30,91
66 ASSURANCES	9,20	7,43	16,44	23,98	28,97	23,75
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	4,59	10,57	18,64	36,98	*	18,86
70 IMMOBILIER	4,27	5,45	11,05	15,70	*	10,47
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	2,52	4,12	10,68	14,27	*	9,90
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	6,88	7,50	14,16	31,98	38,16	19,92
73 RECHERCHE	5,34	6,42	15,77	23,67	*	17,67
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	5,76	6,20	10,26	12,52	9,61	9,62
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	19,23	20,94	29,32	31,78	36,31	30,99
80 EDUCATION	6,21	6,44	9,69	17,94	39,57	12,69
85 SANTE & ACTION SOCIALE	4,61	5,93	10,65	18,39	13,94	11,66
90 SERVICES COLLECTIFS	1,24	3,20	6,66	7,37	*	6,56
91 SERVICES SOCIAUX	8,32	10,81	13,39	19,47	24,10	14,18
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	3,65	3,41	6,05	21,18	21,84	10,78
93 SERVICES PERSONNELS	3,35	3,13	5,38	18,32	*	6,97
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	3,17	4,50	10,50	18,16	24,17	13,99

* : données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3

** Non comprises les formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-20 : Effort physique de formation continue*
selon la catégorie socio-professionnelle et les secteurs d'activité économique (NAF60)

Année 1996

SECTEURS	ONQ	OQ	Emp	TAM	IC	Total	en %		
							Rapport CSP		
							1	2	3
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	1,99	3,65	7,88	18,77	13,59	5,98	9,41	TAM	ONQ
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	12,99	6,15	48,26	63,07	48,16	33,45	10,26	TAM	OQ
05 PECHE & AQUACULTURE	5,29	4,14	3,20	15,05	9,60	6,09	4,70	TAM	Emp
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	41,23	28,46	72,50	24,68	17,41	28,52	4,16	Emp	IC
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	3,78	9,93	10,83	20,78	15,78	11,23	5,50	TAM	ONQ
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	5,72	9,74	8,68	17,81	21,05	10,88	3,68	IC	ONQ
17 INDUSTRIE TEXTILE	7,66	6,47	8,16	13,95	15,67	8,53	2,42	IC	OQ
18 HABILLEMENT	10,21	7,16	5,03	11,09	10,28	7,65	2,21	TAM	Emp
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	4,79	6,93	9,22	10,88	12,65	7,37	2,64	IC	ONQ
20 TRAVAIL DU BOIS	2,50	3,60	7,37	11,25	10,88	4,85	4,51	TAM	ONQ
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	5,45	10,29	15,88	23,94	19,94	12,88	4,40	TAM	ONQ
22 EDITION & IMPRIMERIE	2,19	5,73	7,05	12,48	10,79	7,68	5,69	TAM	ONQ
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	0,77	30,34	16,57	30,91	28,56	28,32	40,17	TAM	ONQ
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	8,51	13,33	15,53	24,90	26,19	19,47	3,08	IC	ONQ
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	6,73	11,38	11,93	21,42	22,73	12,91	3,38	IC	ONQ
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	6,24	10,27	10,89	19,20	18,71	11,60	3,08	TAM	ONQ
27 METALLURGIE	4,56	13,63	18,24	29,00	28,62	17,87	6,35	TAM	ONQ
28 TRAVAIL DES METAUX	3,23	6,49	8,84	14,65	12,78	7,84	4,53	TAM	ONQ
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	8,12	9,45	10,64	20,35	18,24	12,84	2,50	TAM	ONQ
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	16,13	10,79	8,60	29,63	16,37	16,44	3,45	TAM	Emp
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	10,57	11,17	14,63	23,40	22,03	15,22	2,21	TAM	ONQ
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	9,91	22,92	14,01	26,17	24,33	21,33	2,64	TAM	ONQ
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	6,88	7,99	10,14	21,46	21,64	14,89	3,15	IC	ONQ
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	12,79	22,77	13,97	38,56	23,11	22,70	3,01	TAM	ONQ
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	3,43	14,63	17,86	25,38	29,24	21,31	8,51	IC	ONQ
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	3,89	5,49	7,43	13,84	15,33	7,16	3,94	IC	ONQ
37 RECUPERATION	1,89	1,89	4,49	7,12	4,73	2,82	3,77	TAM	OQ
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	1,33	34,32	29,66	39,45	38,16	36,97	29,73	TAM	ONQ
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	9,15	13,17	13,76	19,49	18,38	15,00	2,13	TAM	ONQ
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	3,19	5,12	4,93	9,30	8,73	5,78	2,91	TAM	ONQ
50 REPARATION AUTOMOBILE	5,74	10,58	5,47	12,99	11,77	8,97	2,37	TAM	Emp
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	6,06	5,93	6,33	13,93	14,89	9,16	2,51	IC	OQ
52 COMMERCE DE DETAIL	2,43	3,27	6,54	17,83	17,61	8,07	7,34	TAM	ONQ
55 HOTELS & RESTAURANTS	3,60	2,81	4,46	17,71	13,79	6,04	6,31	TAM	OQ
60 TRANSPORTS TERRESTRES	16,35	26,62	18,85	35,62	17,48	25,23	2,18	TAM	ONQ
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,38	12,60	18,49	29,79	24,79	19,37	12,52	TAM	ONQ
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	34,44	39,84	39,69	32,98	54,70	40,39	1,66	IC	TAM
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	8,94	8,70	7,49	15,96	14,16	10,46	2,13	TAM	Emp
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	2,88	8,52	13,97	41,75	29,67	23,94	14,48	TAM	ONQ
65 BANQUES	7,05	22,05	23,16	35,10	33,58	30,91	4,98	TAM	ONQ
66 ASSURANCES	7,34	7,38	24,25	23,56	24,82	23,75	3,38	IC	ONQ
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	0,28	11,13	14,48	32,85	18,31	18,86	#####	TAM	ONQ
70 IMMOBILIER	4,83	9,00	7,23	17,34	17,52	10,47	3,63	IC	ONQ
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	1,05	5,13	12,26	14,53	17,22	9,90	16,34	IC	ONQ
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	0,31	7,78	13,47	24,90	21,44	19,92	79,20	TAM	ONQ
73 RECHERCHE	15,42	12,14	12,32	22,08	16,66	17,67	1,82	TAM	OQ
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	3,96	7,48	8,17	19,06	17,48	9,62	4,81	TAM	ONQ
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	5,86	18,75	27,97	32,29	43,75	30,99	7,47	IC	ONQ
80 EDUCATION	9,29	7,46	7,41	22,16	15,88	12,69	2,99	TAM	Emp
85 SANTE & ACTION SOCIALE	8,65	11,44	10,62	16,44	14,69	11,66	1,90	TAM	ONQ
90 SERVICES COLLECTIFS	4,09	6,03	7,87	11,72	12,71	6,56	3,11	IC	ONQ
91 SERVICES SOCIAUX	7,05	10,39	10,43	20,59	21,97	14,18	3,12	IC	ONQ
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	1,30	5,33	8,69	17,59	13,47	10,78	13,50	TAM	ONQ
93 SERVICES PERSONNELS	2,49	3,54	4,56	15,46	34,07	6,97	13,68	IC	ONQ
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	6,28	11,26	10,71	23,42	20,53	13,99	3,73	TAM	ONQ

(*) Effort physique=nombre d'heures de stage/ nombre de salariés (non comprises les formations en alternance)

(1)=catégorie la plus favorisée(2)/Catégorie la moins favorisée(3)

**Tableau 2-21 : Répartition des stagiaires* selon le sexe, l'âge
et les secteurs d'activité économique (NAF60)
Année 1996**

SECTEURS	- de 25 ans		de 25 à 44 ans		45 ans et +		TOTAL	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
01 AGRIC.,SYLVIC.,CHASSE	7,1	4,1	49,1	17,0	18,0	4,8	74,2	25,8
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	2,6	0,4	49,4	10,3	31,9	5,4	83,9	16,1
05 PECHE & AQUACULTURE	7,0	3,5	56,5	16,5	9,6	7,0	73,0	27,0
10, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	0,2	0,2	59,4	9,5	25,6	5,1	85,2	14,8
13, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVE	2,9	0,7	55,0	8,8	29,1	3,4	87,1	12,9
15, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	6,4	3,3	47,0	19,5	17,9	6,0	71,2	28,8
17 INDUSTRIE TEXTILE	4,9	2,8	39,7	24,2	17,8	10,6	62,4	37,6
18 HABILLEMENT	1,0	7,5	13,7	55,9	4,9	16,9	19,7	80,4
19 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	3,5	3,6	27,6	41,8	11,2	12,3	42,4	57,6
20 TRAVAIL DU BOIS	7,0	1,4	54,6	12,6	21,1	3,4	82,7	17,3
21 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	3,8	1,5	52,8	13,1	24,0	4,9	80,5	19,5
22 EDITION & IMPRIMERIE	4,0	2,7	36,2	30,7	17,4	9,0	57,7	42,4
23 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	2,4	1,0	46,8	10,6	33,4	5,8	82,6	17,4
24 INDUSTRIE CHIMIQUE	2,6	2,5	38,9	26,1	19,2	10,7	60,7	39,3
25 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	7,1	1,8	51,6	14,1	19,7	5,8	78,4	21,7
26 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	5,8	1,4	51,4	10,2	27,1	4,1	84,4	15,7
27 METALLURGIE	3,9	0,6	50,5	6,8	34,6	3,5	89,0	11,0
28 TRAVAIL DES METAUX	5,7	1,2	55,8	10,7	22,3	4,3	83,8	16,2
29 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	4,6	1,2	52,2	12,1	24,7	5,3	81,4	18,6
30 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	3,6	2,2	44,4	15,7	26,7	7,5	74,7	25,3
31 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	3,8	1,8	43,9	21,6	18,4	10,5	66,2	33,8
32 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	3,7	2,8	45,3	22,5	15,6	10,2	64,6	35,5
33 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	2,4	1,5	48,2	18,5	21,5	8,0	72,0	28,0
34 FABR. MATERIEL TRANSPORT	4,9	0,8	50,4	8,3	31,1	4,4	86,5	13,5
35 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	10,0	0,6	46,5	9,4	29,1	4,5	85,5	14,5
36 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	4,6	2,3	48,5	21,6	15,9	7,2	69,0	31,0
37 RECUPERATION	5,0	2,8	50,5	18,4	19,4	3,9	74,9	25,1
40 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	2,1	0,9	57,8	12,1	22,1	5,1	81,9	18,1
41 PROD. & DISTRIBUTION EAU	10,0	2,9	48,1	11,8	22,5	4,7	80,6	19,4
45 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	8,1	1,2	57,7	6,3	24,9	1,9	90,6	9,4
50 REPARATION AUTOMOBILE	8,3	1,8	59,8	10,5	16,5	3,2	84,6	15,4
51 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	4,9	3,1	48,3	20,5	17,0	6,1	70,3	29,7
52 COMMERCE DE DETAIL	7,8	12,1	32,3	34,7	5,4	7,7	45,5	54,5
55 HOTELS & RESTAURANTS	9,3	12,4	35,4	28,4	7,7	6,9	52,4	47,6
60 TRANSPORTS TERRESTRES	4,6	1,6	59,4	8,6	23,6	2,3	87,6	12,4
61 TRANSPORTS MARITIMES	2,3	1,3	52,8	16,0	23,5	4,1	78,6	21,4
62 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	3,2	5,0	39,1	25,8	18,3	8,6	60,6	39,4
63 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	6,3	4,2	43,4	25,2	15,2	5,7	64,9	35,1
64 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	3,8	2,4	49,6	21,9	17,2	5,3	70,5	29,5
65 BANQUES	1,3	2,4	30,8	31,1	19,6	14,9	51,6	48,4
66 ASSURANCES	2,5	3,2	30,1	38,7	11,5	14,0	44,2	55,8
67 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	3,0	3,6	38,4	38,1	9,6	7,3	51,0	49,0
70 IMMOBILIER	2,6	6,1	31,5	31,4	16,2	12,2	50,3	49,7
71 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	6,4	6,0	41,4	29,8	10,7	5,8	58,4	41,6
72 ACTIVITES INFORMATIQUES	4,0	2,5	54,2	23,3	12,4	3,7	70,6	29,4
73 RECHERCHE	1,8	2,1	37,0	28,7	19,5	10,9	58,3	41,7
74 ARCHITECTURE, INGENIERIE	11,7	6,0	39,4	24,2	13,2	5,7	64,2	35,8
75 ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,8	2,2	14,7	44,7	10,9	26,7	26,4	73,6
80 EDUCATION	1,6	2,8	29,0	30,9	20,5	15,4	51,0	49,0
85 SANTE & ACTION SOCIALE	1,6	5,0	15,9	49,3	7,5	20,8	24,9	75,1
90 SERVICES COLLECTIFS	7,7	1,6	59,6	11,0	17,5	2,5	84,8	15,2
91 SERVICES SOCIAUX	3,6	4,4	24,7	38,6	13,6	15,2	41,9	58,1
92 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	8,1	10,5	32,1	29,5	11,0	8,8	51,2	48,8
93 SERVICES PERSONNELS	3,6	7,3	25,6	39,6	11,5	12,4	40,7	59,3
95 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.	.	.
99 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	5,1	3,6	42,2	23,0	17,9	8,4	65,1	34,9

(*):Y compris les bénéficiaires de la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 2-22 : Entreprises ayant eu des stagiaires**
selon les secteurs d'activité économique (NAF60) et la taille des entreprises.
Année 1996

SECTEURS	Taille des entreprises					TOTAL
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1996 salariés	plus de 2000 salariés	
01 AGRIC., SYLVIC., CHASSE	12,20	30,20	67,50	66,70	*	27,00
02 EXPLOITATION FOREST., SERVICES DIVERS	14,90	32,20	53,30	*	*	27,30
05 PECHE & AQUACULTURE	5,30	32,90	59,40	*	*	31,00
08, 11, 12 EXTRACTION PRODUITS ENERGETIQUES	*	100,00	100,00	*	100,00	100,00
03, 14 AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES	37,30	43,10	88,50	100,00	*	48,30
05, 16 INDUSTRIE AGRICOLE & ALIMENTAIRE, TABAC	27,10	41,80	85,80	100,00	100,00	52,30
07 INDUSTRIE TEXTILE	47,50	45,10	85,40	100,00	100,00	59,40
08 HABILLEMENT	15,60	29,20	70,10	100,00	*	40,00
09 INDUSTRIE CUIR ET CHAUSSURE	17,40	32,40	86,20	100,00	*	52,10
10 TRAVAIL DU BOIS	20,10	42,00	80,90	*	*	42,20
11 INDUSTRIE DU PAPIER & CARTON	19,50	43,00	86,30	98,00	*	59,80
12 EDITION & IMPRIMERIE	27,80	39,10	78,10	100,00	*	46,10
13 RAFFINAGE & INDUSTRIE NUCLEAIRE	.	84,40	75,40	100,00	100,00	85,20
14 INDUSTRIE CHIMIQUE	49,80	62,40	88,50	100,00	100,00	76,10
15 INDUSTRIE CAOUTCHOUC & PLASTIQUES	27,50	57,70	85,60	99,30	100,00	63,30
16 FABRICATION PROD. MINERAUX NON METALLIQUES	24,50	49,70	83,40	100,00	100,00	53,90
17 METALLURGIE	19,90	53,90	88,80	100,00	100,00	69,10
18 TRAVAIL DES METAUX	27,30	48,20	83,00	100,00	66,70	49,50
19 FABR. MACHINES & EQUIPEMENTS	33,50	55,30	86,60	100,00	100,00	61,90
20 FABR. EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	55,60	52,60	57,10	100,00	100,00	58,90
21 FABR. MACHINES & APPAREILS ELECTRIQUES	28,40	47,60	84,00	98,20	100,00	59,20
22 FABR. EQUIPEMENTS RADIO TELEVISION	19,10	42,90	75,20	100,00	100,00	54,70
23 FABR. INSTRUMENTS MEDICAUX, OPTIQUE, HORLOGERIE	26,80	54,00	78,20	95,00	100,00	55,70
24 FABR. MATERIEL TRANSPORT	21,00	55,60	86,40	100,00	100,00	63,40
25 FABR. AUTRES MATERIELS TRANSPORT	31,60	53,30	77,70	100,00	100,00	64,10
26 AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	19,70	40,70	75,80	95,80	*	47,00
27 RECUPERATION	14,00	29,00	67,50	*	*	30,60
28 PROD. & DISTRIBUTION ELECTRICITE, GAZ	73,70	84,70	86,10	100,00	100,00	84,80
29 PROD. & DISTRIBUTION EAU	45,80	78,40	95,40	100,00	100,00	84,60
30 CONSTRUCTION, TRAVAUX & FINITION	11,40	26,60	64,10	91,70	86,70	27,80
31 REPARATION AUTOMOBILE	41,30	69,40	84,10	100,00	100,00	62,90
32 COMMERCE DE GROS & INTERMEDIAIRES	30,50	47,90	76,10	96,80	81,80	48,70
33 COMMERCE DE DETAIL	17,50	26,80	66,10	96,60	100,00	31,80
34 HOTELS & RESTAURANTS	9,80	24,90	59,50	92,80	100,00	23,80
35 TRANSPORTS TERRESTRES	21,80	42,80	79,20	100,00	100,00	47,30
36 TRANSPORTS MARITIMES	33,30	71,10	77,30	100,00	*	71,60
37 TRANSPORTS AERIENS, SPATIAUX	50,00	43,30	86,00	68,90	*	65,70
38 MANUTENTION & ENTREPOSAGE	34,20	47,30	76,40	100,00	100,00	56,80
39 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16,70	23,30	58,00	100,00	*	34,00
40 BANQUES	75,80	80,80	89,20	99,20	100,00	84,90
41 ASSURANCES	70,30	68,40	90,70	98,00	100,00	82,50
42 AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	43,20	59,50	77,20	100,00	*	59,70
43 IMMOBILIER	34,30	51,60	78,50	100,00	*	53,50
44 LOCATION VEHICULES MATERIELS TRANSPORT	37,40	44,40	63,90	100,00	*	49,10
45 ACTIVITES INFORMATIQUES	44,20	50,20	75,40	100,00	100,00	57,50
46 RECHERCHE	51,70	55,50	81,30	100,00	*	68,00
47 ARCHITECTURE, INGENIERIE	41,90	51,90	67,90	89,50	96,20	53,80
48 ADMINISTRATION PUBLIQUE	55,90	77,10	97,00	100,00	100,00	90,50
49 EDUCATION	42,60	53,10	72,60	100,00	100,00	55,70
50 SANTE & ACTION SOCIALE	31,20	45,70	69,30	86,70	100,00	51,40
51 SERVICES COLLECTIFS	33,30	51,90	71,90	100,00	*	58,90
52 SERVICES SOCIAUX	54,30	63,60	72,50	96,20	100,00	64,30
53 ACTIVITES CULTURELLES & SPORTIVES	13,60	30,60	58,50	95,10	100,00	34,70
54 SERVICES PERSONNELS	21,80	32,90	53,00	100,00	.	31,40
55 SERVICES DOMESTIQUES	.	.	.	.	.	.
56 ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	.	.	.	.	.	.
TOUS SECTEURS	26,90	43,80	76,20	96,60	98,20	48,00

* : Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3 (prise en compte dans le total)

** Non comprise la formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

ANNEXE 3

TABLEAUX RÉGIONAUX DÉTAILLÉS 1996

Tableau 3-1 : Principales données sur la formation continue par région.

Année 1996

REGIONS	nombre d'entreprises	nombre de salariés a	Dépenses (milliers Frs)	Taux de particip. finan. (en %)	nombre de stagiaires** b	ratio (en %) b/a	heures de stage** c	ratio (en H) c/a	durée moy des stages** (en H)
11 ILE DE FRANCE	26 227	4 090 206	26 367 670	3,98	1 752 293	42,8	75 376 438	18,43	43,02
21 CHAMPAGNE	2 898	181 579	550 484	2,40	54 856	30,2	1 961 753	10,80	35,76
22 PICARDIE	3 318	249 863	811 897	2,47	73 673	29,5	2 512 718	10,06	34,11
23 HAUTE-NORMANDIE	3 344	252 836	762 450	2,40	73 594	29,1	2 290 416	9,06	31,12
24 CENTRE	5 059	322 300	1 016 659	2,52	88 616	27,5	3 082 420	9,56	34,78
25 BASSE-NORMANDIE	2 471	166 204	483 475	2,52	45 885	27,6	1 611 451	9,70	35,12
26 BOURGOGNE	3 201	195 457	605 202	2,54	54 675	28,0	1 930 212	9,88	35,30
31 NORD	7 006	580 052	1 954 611	2,79	212 949	36,7	7 478 344	12,89	35,12
41 LORRAINE	4 028	313 386	1 128 781	2,82	95 706	30,5	4 084 433	13,03	42,68
42 ALSACE	4 123	312 750	1 118 182	2,69	102 884	32,9	3 910 490	12,50	38,01
43 FRANCHE-COMTE	2 222	128 306	380 193	2,46	33 039	25,8	1 291 062	10,06	39,08
52 PAYS DE LA LOIRE	6 507	460 584	1 344 324	2,49	120 317	26,1	4 410 201	9,58	36,65
53 BRETAGNE	5 223	332 193	964 249	2,50	98 704	29,7	3 557 071	10,71	36,04
54 POITOU-CHARENTES	2 907	169 349	540 639	2,60	47 565	28,1	1 814 934	10,72	38,16
72 AQUITAINE	5 032	287 740	910 053	2,56	79 833	27,7	2 868 500	9,97	35,93
73 MIDI-PYRENEES	4 194	233 326	693 025	2,45	64 475	27,6	2 449 972	10,50	38,00
74 LIMOUSIN	1 327	72 912	212 501	2,45	20 244	27,8	745 332	10,22	36,82
82 RHONES-ALPES	12 896	1 001 114	3 310 335	2,62	298 732	29,8	11 017 497	11,01	36,88
83 AUVERGNE	2 404	156 490	601 906	3,09	47 309	30,2	2 122 209	13,56	44,86
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 609	149 421	510 364	2,87	42 400	28,4	1 713 664	11,47	40,42
93 PROVENCE-COTE D AZUR	5 715	373 296	1 193 957	2,56	104 755	28,1	4 170 501	11,17	39,81
94 CORSE	164	7 051	14 676	1,80	481	6,8	11 278	1,60	23,45
FRANCE ENTIERE	112 875	10 036 415	45 475 633	3,25	3 512 985	35,0	140 410 896	13,99	39,97

** Hors alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-2 :
Répartition des dépenses de formation continue (internes/externes) selon les régions.
Année 1996

En milliers de francs

REGIONS	Dépenses de formation interne	Dépenses de conventions	Rémunérations des stagiaires	Versements			Autres	TOTAL des dépenses de formation
				F.A.F.	O.P.A.C.I.F.	formation alternance		
11 ILE DE FRANCE	5 151 606	5 234 327	9 711 368	1 085 993	1 299 347	2 642 871	6 393 763	26 367 670
21 CHAMPAGNE	26 876	117 225	148 406	113 778	45 594	88 606	36 874	550 484
22 PICARDIE	40 776	186 859	196 581	176 034	65 824	128 771	57 827	811 897
23 HAUTE-NORMANDIE	48 446	184 415	185 207	118 808	62 937	124 164	86 918	762 450
24 CENTRE	71 528	207 876	248 772	202 958	80 918	160 055	116 080	1 016 659
25 BASSE-NORMANDIE	21 593	75 951	89 126	164 892	37 190	73 729	42 587	483 475
26 BOURGOGNE	47 229	110 240	135 910	150 100	46 456	93 857	68 640	605 202
31 NORD	210 628	428 413	538 554	253 204	137 908	272 677	323 854	1 954 611
41 LORRAINE	101 398	209 030	310 044	232 720	78 999	157 696	140 293	1 128 781
42 ALSACE	69 241	184 890	271 763	303 676	82 197	161 426	114 229	1 118 182
43 FRANCHE-COMTE	21 867	57 279	87 573	108 555	30 845	60 328	35 614	380 193
52 PAYS DE LA LOIRE	93 732	228 274	298 918	336 811	108 909	210 708	160 703	1 344 324
53 BRETAGNE	69 179	167 455	233 578	221 617	76 598	147 966	117 035	964 249
54 POITOU-CHARENTES	51 910	92 848	142 855	100 273	41 169	80 861	82 632	540 639
72 AQUITAINE	74 793	203 499	243 953	132 431	70 000	136 871	123 298	910 053
73 MIDI-PYRENEES	43 477	136 283	174 567	145 298	53 490	108 798	74 588	693 025
74 LIMOUSIN	14 648	36 664	54 052	38 457	17 182	33 210	32 937	212 501
82 RHONES-ALPES	274 312	675 255	869 538	605 901	258 768	491 215	409 658	3 310 335
83 AUVERGNE	99 125	77 238	185 916	92 411	39 125	76 322	130 894	601 906
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	53 065	112 385	131 717	72 527	34 988	69 620	89 127	510 364
93 PROVENCE-COTE D AZUR	105 070	232 429	294 409	219 094	90 782	178 356	178 887	1 193 957
94 CORSE	182	942	803	7 046	1 615	3 064	1 206	14 676
FRANCE ENTIERE	6 690 681	8 959 778	14 553 612	4 882 584	2 760 844	5 501 171	8 817 644	45 475 633

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-3:
Taux d'accès à la formation* selon la catégorie socio-professionnelle par région.
Année 1996

REGIONS	En %					TOTAL
	O,N,Q	O,Q	Emp,	T,A,M	I,C	
11 ILE DE FRANCE	21,3	37,6	33,6	60,2	52,7	42,8
21 CHAMPAGNE	18,1	24,7	29,4	48,1	47,6	30,2
22 PICARDIE	19,5	24,4	25,7	46,5	49,3	29,5
23 HAUTE-NORMANDIE	14,5	23,6	29,1	46,2	46,1	29,1
24 CENTRE	13,6	20,9	27,1	41,8	46,2	27,5
25 BASSE-NORMANDIE	11,6	14,9	37,1	48,3	45,4	27,6
26 BOURGOGNE	18,2	22,3	25,7	41,9	47,4	28,0
31 NORD	13,1	24,9	43,4	55,3	50,7	36,7
41 LORRAINE	14,6	25,4	27,0	51,1	48,5	30,5
42 ALSACE	13,9	25,8	29,8	53,5	52,1	32,9
43 FRANCHE-COMTE	10,1	21,8	26,5	42,4	42,9	25,8
52 PAYS DE LA LOIRE	13,9	21,5	23,2	45,6	43,0	26,1
53 BRETAGNE	14,7	22,3	29,6	49,1	49,3	29,7
54 POITOU-CHARENTES	13,5	18,1	32,0	43,4	46,1	28,1
72 AQUITAINE	12,2	23,2	25,1	41,8	43,4	27,7
73 MIDI-PYRENEES	10,2	22,1	23,4	40,9	47,7	27,6
74 LIMOUSIN	18,4	21,9	26,1	48,8	41,0	27,8
82 RHONES-ALPES	15,7	23,9	25,4	48,8	46,8	29,8
83 AUVERGNE	15,3	25,1	26,8	50,0	47,5	30,2
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	18,1	18,4	26,0	43,1	50,5	28,4
93 PROVENCE-COTE D AZUR	9,4	25,8	22,9	45,6	41,5	28,1
94 CORSE	0,0	5,3	6,3	15,6	10,0	6,8
FRANCE ENTIERE	16,6	27,4	30,5	53,9	50,2	35,0

* Hors formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-4:
Heures de stage* et stagiaires* selon la catégorie socio-professionnelle par région.
Année 1996

REGIONS	O,N,Q		O,Q		Emp,		T,A,M		I,C		TOTAL	
	Heures milliers	Stagiaires unité	Heures milliers	Stagiaires unité	Heures milliers	Stagiaires unité	Heures milliers	Stagiaires unité	Heures milliers	Stagiaires unité	Heures milliers	Stagiaires unité
11 ILE DE FRANCE	3 147	77 124	16 040	307 713	14 514	405 952	23 583	521 644	18 091	439 860	75 376	1 752 293
21 CHAMPAGNE	197	5 153	522	16 428	440	12 985	469	12 275	334	8 015	1 962	54 856
22 PICARDIE	190	7 380	676	22 658	525	15 416	612	15 568	510	12 651	2 513	73 673
23 HAUTE-NORMANDIE	143	4 668	609	22 914	595	18 942	524	15 377	419	11 693	2 290	73 594
24 CENTRE	143	5 526	715	22 147	858	25 794	698	18 238	669	16 911	3 082	88 616
25 BASSE-NORMANDIE	59	2 294	309	9 710	540	16 858	437	10 638	267	6 385	1 611	45 885
26 BOURGOGNE	158	4 823	461	14 300	533	14 915	431	11 646	347	8 991	1 930	54 675
31 NORD	453	8 663	1 655	44 164	2 215	85 294	1 996	45 812	1 159	29 016	7 478	212 949
41 LORRAINE	346	6 941	1 020	27 371	838	20 826	1 311	27 032	569	13 536	4 084	95 706
42 ALSACE	177	5 514	875	24 390	1 019	27 661	1 062	25 842	777	19 477	3 910	102 884
43 FRANCHE-COMTE	83	2 266	362	9 694	294	8 361	328	7 708	224	5 010	1 291	33 039
52 PAYS DE LA LOIRE	375	9 947	1 069	33 633	1 040	29 317	1 128	28 251	799	19 169	4 410	120 317
53 BRETAGNE	218	7 000	824	24 440	1 050	28 657	818	22 041	647	16 566	3 557	98 704
54 POITOU-CHARENTES	122	2 962	290	9 414	739	18 677	370	8 893	294	7 619	1 815	47 565
72 AQUITAINE	135	4 214	526	18 466	813	24 019	800	18 599	595	14 535	2 869	79 833
73 MIDI-PYRENEES	75	2 391	471	14 257	725	18 250	636	15 466	544	14 111	2 450	64 475
74 LIMOUSIN	81	2 049	184	5 504	175	5 318	177	4 421	127	2 952	745	20 244
82 RHONES-ALPES	475	16 098	2 556	82 117	2 674	74 008	3 048	72 707	2 265	53 802	11 017	298 732
83 AUVERGNE	134	3 078	714	14 026	435	11 334	549	12 586	291	6 285	2 122	47 309
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	143	2 922	297	7 112	569	14 557	384	9 249	322	8 560	1 714	42 400
93 PROVENCE-COTE D AZUR	122	3 591	874	24 838	1 325	30 949	1 072	26 097	777	19 280	4 171	104 755
94 CORSE	0	0	1	59	3	258	4	102	3	62	11	481
FRANCE ENTIERE	6 976	184 604	31 049	755 355	31 917	908 348	40 438	930 192	30 031	734 486	140 411	3 512 985

* Hors formations en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-5:
Effort physique* et durée moyenne de formation* selon la catégorie socio-professionnelle par région.
Année 1996

En heures

REGIONS	O,N,Q		O,Q		Employés		T,A,M		I,C		TOTAL	
	Eff, phys	durée, moy,	Eff, phys	Durée, moy	Eff, phys	Durée, moy	Eff, phys	Durée, moy	Eff, phys,	Durée, moy,	Eff, phys,	Durée, moy,
11 ILE DE FRANCE	8,7	40,8	19,6	52,1	12,0	35,8	27,2	45,2	21,7	41,1	18,4	43,0
21 CHAMPAGNE	6,9	38,2	7,9	31,8	10,0	33,9	18,4	38,2	19,9	41,7	10,8	35,8
22 PICARDIE	5,0	25,8	7,3	29,8	8,7	34,0	18,3	39,3	19,9	40,3	10,1	34,1
23 HAUTE-NORMANDIE	4,4	30,6	6,3	26,6	9,2	31,4	15,8	34,1	16,5	35,9	9,1	31,1
24 CENTRE	3,5	25,8	6,7	32,3	9,0	33,3	16,0	38,3	18,3	39,5	9,6	34,8
25 BASSE-NORMANDIE	3,0	25,7	4,8	31,9	11,9	32,0	19,8	41,1	18,9	41,8	9,7	35,1
26 BOURGOGNE	6,0	32,8	7,2	32,2	9,2	35,7	15,5	37,0	18,3	38,6	9,9	35,3
31 NORD	6,9	52,3	9,3	37,5	11,3	26,0	24,1	43,6	20,3	40,0	12,9	35,1
41 LORRAINE	7,3	49,9	9,5	37,3	10,9	40,2	24,8	48,5	20,4	42,0	13,0	42,7
42 ALSACE	4,5	32,2	9,3	35,9	11,0	36,8	22,0	41,1	20,8	39,9	12,5	38,0
43 FRANCHE-COMTE	3,7	36,7	8,2	37,4	9,3	35,2	18,1	42,5	19,2	44,7	10,1	39,1
52 PAYS DE LA LOIRE	5,3	37,7	6,8	31,8	8,2	35,5	18,2	39,9	17,9	41,7	9,6	36,7
53 BRETAGNE	4,6	31,2	7,5	33,7	10,9	36,6	18,2	37,1	19,2	39,1	10,7	36,0
54 POITOU-CHARENTES	5,6	41,3	5,6	30,8	12,7	39,6	18,1	41,6	17,8	38,6	10,7	38,2
72 AQUITAINE	3,9	32,0	6,6	28,5	8,5	33,8	18,0	43,0	17,8	41,0	10,0	35,9
73 MIDI-PYRENEES	3,2	31,3	7,3	33,1	9,3	39,7	16,8	41,1	18,4	38,5	10,5	38,0
74 LIMOUSIN	7,3	39,6	7,3	33,5	8,6	32,9	19,6	40,1	17,7	43,1	10,2	36,8
82 RHONES-ALPES	4,6	29,5	7,4	31,1	9,2	36,1	20,5	41,9	19,7	42,1	11,0	36,9
83 AUVERGNE	6,7	43,5	12,8	50,9	10,3	38,4	21,8	43,6	22,0	46,2	13,6	44,9
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	8,8	48,9	7,7	41,7	10,1	39,1	17,9	41,5	19,0	37,6	11,5	40,4
93 PROVENCE-COTE D AZUR	3,2	34,0	9,1	35,2	9,8	42,8	18,7	41,1	16,7	40,3	11,2	39,8
94 CORSE	0,0	0,0	0,8	15,8	0,8	12,8	5,9	37,9	5,1	51,1	1,6	23,5
FRANCE ENTIERE	6,3	37,8	11,3	41,1	10,7	35,1	23,4	43,5	20,5	40,9	14,0	40,0

* Hors formations en alternance

(1) Effort physique=Nombre total d'heures de stages/Effectif salarié

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-6:
Taux de participation financière
selon les régions et la taille des entreprises
1995 - 1996

REGIONS	Taille des entreprises										TOTAL	
	10 à 19 salariés		20 à 49 salariés		50 à 499 salariés		500 à 1999 salariés		2000 et plus		1995	1996
	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996		
11 Ile de France	1,64	1,74	1,82	1,94	2,73	2,71	3,68	3,62	5,23	5,22	3,98	3,98
21 Champagne-Ardennes	1,69	1,75	1,82	1,83	2,47	2,27	3,55	3,13	3,40	3,51	2,60	2,40
22 Picardie	1,45	1,66	1,79	1,82	2,49	2,43	2,91	2,92	*	*	2,48	2,47
23 Haute-Normandie	1,91	1,69	1,80	1,77	2,40	2,39	3,35	3,00	2,17	2,23	2,50	2,40
24 Centre	1,52	1,59	1,73	1,83	2,38	2,43	3,37	3,33	4,57	4,24	2,53	2,52
25 Basse-Normandie	1,71	1,50	2,26	1,74	2,50	2,50	2,65	3,52	2,78	3,03	2,46	2,52
26 Bourgogne	1,68	1,70	1,81	1,88	2,39	2,37	3,59	3,96	1,73	2,16	2,43	2,54
31 Nord	1,66	1,69	1,81	1,79	2,50	2,51	3,50	3,36	3,97	3,63	2,88	2,79
41 Lorraine	1,97	2,07	1,87	1,83	2,35	2,34	3,07	3,24	4,08	4,18	2,76	2,82
42 Alsace	1,92	2,15	1,68	1,87	2,34	2,38	3,36	3,47	3,56	3,55	2,61	2,69
43 Franche-Comté	1,56	1,87	1,73	1,75	2,62	2,44	3,57	3,72	*	*	2,54	2,46
52 Pays de la Loire	1,62	1,79	1,84	1,81	2,27	2,30	3,51	3,40	3,14	3,50	2,45	2,49
53 Bretagne	1,70	1,51	1,74	1,73	2,37	2,40	3,33	3,47	3,78	4,19	2,47	2,50
54 Poitou-Charentes	1,63	1,65	1,67	1,78	2,35	2,26	3,33	3,49	4,48	4,69	2,62	2,60
72 Aquitaine	1,68	1,62	1,68	1,84	2,36	2,39	3,38	3,52	*	4,06	2,49	2,56
73 Midi-Pyrénées	1,69	1,78	1,70	1,85	2,41	2,37	3,00	3,21	*	3,74	2,39	2,45
74 Limousin	1,59	1,69	1,95	1,80	2,54	2,36	4,36	3,67	*	*	2,81	2,45
82 Rhône-Alpes	1,64	1,69	1,86	1,90	2,52	2,49	3,41	3,39	3,00	3,00	2,62	2,62
83 Auvergne	1,48	1,73	1,59	1,86	2,59	2,64	3,28	3,29	4,90	4,92	3,02	3,09
91 Languedoc	1,99	1,78	2,01	1,88	2,37	2,63	4,07	4,86	*	*	2,60	2,87
93 Provence-Côte-d'Azur	1,72	1,66	1,82	1,97	2,59	2,54	3,01	3,12	3,73	3,24	2,58	2,56
94 Corse	1,38	1,51	1,51	1,61	2,47	2,19	.	.	.	.	1,88	1,80
FRANCE	1,68	1,73	1,81	1,87	2,54	2,52	3,50	3,48	4,90	4,87	3,26	3,25

(*) Données non fournies en raison du nombre d'entreprises inférieur à 3.

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq.

Tableau 3-7:
Taux d'accès ** des stagiaires à la formation continue selon les régions et la taille des entreprises
Années 1995-1996

En %

REGIONS	Tailles des entreprises										TOTAL	
	10 à 19 salariés		20 à 49 salariés		50 à 499 salariés		500 à 1996 salariés		2000 et plus		1995	1996
	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996		
11 ILE DE FRANCE	8,3	7,7	12,2	12,5	32,4	28,2	46,8	49,6	51,6	55,8	41,2	42,8
21 CHAMPAGNE	10,0	8,5	13,5	14,7	31,9	34,7	46,8	42,5	44,9	46,3	29,9	30,2
22 PICARDIE	4,0	8,4	11,7	11,4	30,0	29,6	42,0	43,6	*	*	29,4	29,5
23 HAUTE-NORMANDIE	8,7	9,2	13,9	15,0	30,1	32,4	40,4	43,0	29,2	19,3	28,1	29,1
24 CENTRE	7,8	6,8	10,0	12,3	27,1	30,9	40,3	44,4	36,0	27,5	25,3	27,5
25 BASSE-NORMANDIE	8,6	6,3	11,2	12,7	29,7	30,1	35,7	44,0	31,4	37,1	25,5	27,6
26 BOURGOGNE	8,0	7,3	13,3	11,7	30,0	29,3	49,7	55,9	22,2	23,7	27,7	28
31 NORD	7,3	8,7	15,7	13,6	30,5	31,0	45,1	44,3	69,5	64,1	38,1	36,7
41 LORRAINE	7,8	10,7	12,2	14,2	31,1	29,3	40,2	37,9	55,3	50,1	31,6	30,5
42 ALSACE	13,5	13,3	14,3	14,8	29,7	31,3	43,9	51,0	43,7	42,4	30,8	32,9
43 FRANCHE-COMTE	11,0	11,8	7,1	11,4	31,4	29,4	46,7	41,2	*	*	26,4	25,8
52 PAYS DE LA LOIRE	6,1	5,2	12,2	10,7	26,8	25,9	48,2	46,5	35,7	32,8	26,9	26,1
53 BRETAGNE	12,0	7,3	15,0	15,1	33,7	33,7	45,3	43,5	43,3	44,2	30,5	29,7
54 POITOU-CHARENTES	8,7	6,4	13,0	12,9	29,8	28,8	46,9	51,0	43,4	55,2	28,2	28,1
72 AQUITAINE	8,8	9,4	12,5	13,3	31,2	30,2	47,9	48,8	*	45,5	27,8	27,7
73 MIDI-PYRENEES	5,6	8,3	8,1	13,1	28,6	29,7	39,6	46,1	*	71,7	23,8	27,6
74 LIMOUSIN	8,6	7,3	12,9	11,0	29,5	30,3	45,2	48,0	*	*	27,5	27,8
82 RHONES-ALPES	7,1	10,7	14,0	12,9	32,5	32,0	46,2	46,0	31,2	32,3	29,7	29,8
83 AUVERGNE	5,5	11,7	7,7	13,8	24,7	27,5	51,9	55,3	46,2	49,7	26,6	30,2
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	13,9	13,2	15,7	14,0	29,0	32,3	51,3	48,0	*	*	27,6	28,4
93 PROVENCE-COTE D AZUR	5,7	7,1	10,2	12,7	31,1	31,0	41,2	44,1	31,9	38,4	26,3	28,1
94 CORSE	3,5	2,2	3,8	4,8	10,7	12,1	.	.	.	.	6,4	6,8
FRANCE ENTIERE	8,1	8,7	12,4	12,9	30,8	29,9	45,5	47,3	49,7	52,8	34,1	35

* Hors formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

* Données non fournies en raison du nombre trop faible d'entreprises

Tableau 3-8:
Répartition des stagiaires* selon la tranche d'âge par région.
Année 1996

REGIONS	Moins de 25 ans		De 25 à 44 ans		45 ans et plus		TOTAL
	%		%		%		
11 ILE DE FRANCE	9	155 058	64	1 135 746	27	487 002	1 777 806
21 CHAMPAGNE	8	4 726	64	35 817	28	15 530	56 073
22 PICARDIE	9	6 465	66	49 606	26	19 335	75 406
23 HAUTE-NORMANDIE	8	5 897	66	49 403	26	19 451	74 751
24 CENTRE	8	6 971	66	58 949	27	24 062	89 982
25 BASSE-NORMANDIE	7	3 454	70	32 922	22	10 501	46 877
26 BOURGOGNE	8	4 692	66	36 790	25	14 020	55 502
31 NORD	13	28 037	68	146 701	19	41 664	216 402
41 LORRAINE	7	7 035	66	64 735	27	26 684	98 454
42 ALSACE	10	10 356	67	70 790	24	25 122	106 268
43 FRANCHE-COMTE	8	2 706	65	22 186	27	9 000	33 892
52 PAYS DE LA LOIRE	8	9 929	68	83 778	24	30 099	123 806
53 BRETAGNE	9	8 732	68	69 315	24	24 337	102 384
54 POITOU-CHARENTES	7	3 407	69	33 515	25	12 002	48 924
72 AQUITAINE	6	5 038	67	54 340	27	22 183	81 561
73 MIDI-PYRENEES	6	3 649	67	43 939	28	18 361	65 949
74 LIMOUSIN	5	1 003	67	13 725	28	5 740	20 468
82 RHONES-ALPES	10	29 459	65	198 543	26	78 690	306 692
83 AUVERGNE	7	3 511	62	29 788	31	15 135	48 434
91 LANGUEDOC-ROUSSILLO	6	2 601	67	29 296	27	11 608	43 505
93 PROVENCE-COTE D AZUR	7	7 297	66	70 423	27	28 643	106 363
94 CORSE	2	11	79	379	19	92	482
FRANCE ENTIERE	9	310 034	65	2 330 686	26	939 261	3 579 981

* Formations en alternance comprises

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-9
Structure des stagiaires selon la tranche d'âge et le sexe par région.
Année 1996

REGIONS	Moins de 25 ans		De 25 à 44 ans		45 ans et plus		TOTAL	
	H	F	H	F	H	F	H	F
11 ILE DE FRANCE	5	4	42	22	19	9	66	34
21 CHAMPAGNE	5	3	41	23	19	9	65	35
22 PICARDIE	5	4	44	22	18	8	67	33
23 HAUTE-NORMANDIE	5	3	43	23	18	9	66	34
24 CENTRE	4	3	41	25	17	10	62	38
25 BASSE-NORMANDIE	4	3	44	27	15	8	62	38
26 BOURGOGNE	5	3	41	25	16	9	63	37
31 NORD	6	7	44	24	14	5	64	36
41 LORRAINE	5	2	48	18	21	6	74	26
42 ALSACE	6	4	43	24	17	6	66	34
43 FRANCHE-COMTE	5	3	42	24	18	9	65	35
52 PAYS DE LA LOIRE	5	3	44	24	16	8	65	35
53 BRETAGNE	5	3	41	27	15	9	61	39
54 POITOU-CHARENTES	4	3	39	29	15	10	58	42
72 AQUITAINE	4	3	42	25	18	9	63	37
73 MIDI-PYRENEES	3	2	41	26	17	11	61	39
74 LIMOUSIN	3	2	42	25	17	11	62	38
82 RHONES-ALPES	6	4	42	23	18	8	65	35
83 AUVERGNE	5	2	42	19	21	10	69	31
91 LANGUEDOC-ROUSSILLON	3	3	40	28	16	10	59	41
93 PROVENCE-COTE D AZUR	4	3	42	24	18	9	64	36
94 CORSE	2	0	52	27	14	5	68	32
FRANCE ENTIERE	5	4	42	23	18	8	65	35

* Hors formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-10: Principales données départementales
Année 1996

Département	Entreprises	Salariés (a)	Dépenses (milliers de F.)	Taux de partic. financière %	Nombre de stagiaires*	Taux de stagiaires* % (b)/(a)	Heures de stage* (milliers)
01 AIN	1 250	80 488	231 177	2,41	20 960	26,0	730
02 AISNE	1 200	71 710	200 569	2,30	18 006	25,1	617
03 ALLIER	828	37 832	97 301	2,27	8 853	23,4	330
04 ALPES DE HTE PROVE	156	6 848	23 932	3,18	1 977	28,9	117
05 HTES-ALPES	176	7 296	13 917	1,89	973	13,3	26
06 ALPES MARITIMES	949	59 280	196 998	2,45	15 094	25,5	553
07 ARDECHE	505	28 452	88 070	2,63	7 359	25,9	309
08 ARDENNES	424	27 302	65 335	1,93	6 073	22,2	195
09 ARIEGE	268	11 370	23 811	1,89	2 807	24,7	106
10 AUBE	581	39 639	105 698	2,28	11 275	28,4	393
11 AUDE	328	18 226	45 032	2,29	4 122	22,6	160
12 AVEYRON	444	24 681	58 390	2,09	6 033	24,4	206
13 BOUCHES DU RHONE	2 330	203 287	663 829	2,58	63 353	31,2	2 561
14 CALVADOS	1 004	83 093	259 913	2,62	26 273	31,6	886
15 CANTAL	210	9 796	27 782	2,63	2 191	22,4	75
16 CHARENTE	533	37 260	114 666	2,45	9 876	26,5	430
17 CHARENTE MARITIME	759	33 772	81 474	2,09	7 707	22,8	255
18 CHER	651	39 914	138 830	2,95	9 859	24,7	421
19 CORREZE	444	21 569	48 385	2,07	4 511	20,9	170
20 CORSE	164	7 051	14 676	1,80	481	6,8	11
21 COTE D OR	1 030	70 184	263 639	2,93	23 981	34,2	957
22 COTES DU NORD	935	51 061	118 475	2,13	12 575	24,6	502
23 CREUSE	283	10 799	23 366	2,01	1 939	18,0	63
24 DORDOGNE	731	33 412	78 943	2,12	7 928	23,7	263
25 DOUBS	1 097	60 880	189 391	2,57	16 258	26,7	675
26 DROME	729	57 591	204 277	2,75	18 538	32,2	637
27 EURE	1 085	70 990	191 515	2,24	17 982	25,3	535
28 EURE-&-LOIR	764	47 065	167 333	2,67	12 968	27,6	475
29 FINISTERE	1 625	108 540	360 263	2,79	33 154	30,5	1 263
30 GARD	691	43 345	148 631	2,81	12 371	28,5	537
31 HTE-GARONNE	1 773	111 873	379 159	2,61	35 178	31,4	1 348
32 GERS	315	13 515	30 338	1,98	2 908	21,5	86
33 GIRONDE	1 726	118 394	398 104	2,68	34 775	29,4	1 353
34 HERAULT	1 055	64 210	252 392	3,19	20 757	32,3	807
35 ILE-&-VILAINE	1 701	113 469	320 139	2,42	35 316	31,1	1 186
36 INDRE	547	29 614	66 096	1,98	5 088	17,2	160
37 INRE-&-LOIRE	942	68 109	181 648	2,25	18 410	27,0	588
38 ISERE	1 990	131 744	450 553	2,65	40 564	30,8	1 532
39 JURA	378	28 989	86 044	2,36	7 468	25,8	245
40 LANDES	809	41 809	113 403	2,33	10 512	25,1	316
41 LOIR-&-CHER	717	42 549	119 412	2,30	11 086	26,1	381
42 LOIRE	1 666	142 003	387 578	2,42	33 424	23,5	1 312
43 HTE-LOIRE	463	23 383	52 359	1,97	4 444	19,0	190
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2 015	153 512	470 245	2,52	41 518	27,0	1 522
45 LOIRET	1 437	95 049	343 340	2,68	31 205	32,8	1 058
46 LOT	299	14 134	44 690	2,58	3 724	26,3	177
47 LOT-&-GARONNE	784	34 713	84 227	2,11	7 381	21,3	226

* Hors formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq

Tableau 3-11: Evolution des principaux indicateurs selon les régions.

1973-1996

REGIONS	Taux de Participation financière				Taux d'accès* à la formation				Effort physique* de formation			Durée moyenne* de formation		
	1973	1980	1985	1996	1973	1980	1985	1996	1980	1985	1996	1980	1985	1996
11 Ile de France	1,80	2,19	2,78	3,98	19,1	25,0	31,0	42,8	13,5	16,5	18,4	55,2	54,2	43,0
21 Champagne-Ardenne	0,95	1,24	1,38	2,40	8,4	12,0	14,0	30,2	5,5	5,9	10,8	45,6	42,2	35,8
22 Picardie	1,04	1,29	1,51	2,47	11,0	13,0	15,0	29,5	5,3	6,3	10,1	42,6	42,3	34,1
23 Haute-Normandie	0,98	1,28	1,44	2,40	9,6	13,0	15,0	29,1	6,1	6,5	9,1	48,0	42,3	31,1
24 Centre	1,01	1,37	1,55	2,52	10,0	13,0	14,0	27,5	5,5	6,1	9,6	43,0	42,0	34,8
25 Basse-Normandie	1,04	1,31	1,48	2,52	9,6	10,0	10,0	27,6	4,3	4,9	9,7	41,5	49,4	35,1
26 Bourgogne	1,02	1,31	1,52	2,54	10,5	12,0	15,0	28,0	5,4	6,9	9,9	46,0	46,1	35,3
31 Nord	1,19	1,46	1,74	2,79	11,3	15,0	21,0	36,7	7,4	10,3	12,9	49,7	49,1	35,1
41 Lorraine	1,45	1,66	2,13	2,82	12,3	12,0	20,0	30,5	8,6	12,5	13,0	69,0	62,7	42,7
42 Alsace	1,09	1,43	1,63	2,69	12,1	13,0	20,0	32,9	6,1	8,1	12,5	46,1	39,9	38,0
43 Franche-Comté	1,03	1,34	1,50	2,46	9,7	12,0	14,0	25,8	5,2	7,7	10,1	43,3	54,9	39,1
52 Pays de la Loire	1,12	1,43	1,59	2,49	10,3	13,0	16,0	26,1	6,6	7,2	9,6	50,6	45,0	36,7
53 Bretagne	1,10	1,46	1,62	2,50	11,2	14,0	18,0	29,7	6,0	8,0	10,7	43,8	45,5	36,0
54 Poitou-Charentes	1,05	1,62	1,83	2,60	9,0	13,0	15,0	28,1	7,3	8,0	10,7	56,3	54,2	38,2
72 Aquitaine	1,11	1,44	1,84	2,56	8,5	12,0	16,0	27,7	5,9	7,8	10,0	48,9	48,5	35,9
73 Midi-Pyrénées	1,04	1,35	1,52	2,45	8,5	10,0	14,0	27,6	5,4	7,1	10,5	52,0	51,1	38,0
74 Limousin	1,01	1,33	1,54	2,45	8,3	13,0	14,0	27,8	5,8	7,2	10,2	44,8	51,6	36,8
82 Rhones-Alpes	1,13	1,44	1,64	2,62	10,6	14,0	17,0	29,8	7,1	7,9	11,0	52,6	45,7	36,9
83 Auvergne	1,60	2,29	2,28	3,09	10,5	15,0	21,0	30,2	17,7	14,8	13,6	120,2	72,3	44,9
91 Languedoc	0,98	1,36	1,62	2,87	8,0	11,0	14,0	28,4	5,9	7,0	11,5	54,9	48,7	40,4
93 Provence-Côte-d'Azur	1,01	1,39	1,55	2,56	10,5	11,0	15,0	28,1	6,2	6,6	11,2	55,4	44,5	39,8
94 Corse	0,84	1,24	1,21	1,80	5,7	5,0	3,0	6,8	2,2	1,5	1,6	50,0	45,0	23,4
FRANCE	1,49	1,83	2,24	3,25	14,6	18,1	23,0	35,0	9,8	11,9	14,0	54,3	51,9	40,0

* Hors formation en alternance

Source : Déclarations fiscales des employeurs 2483 - Exploitation Céreq.

ANNEXE 4

FAC SIMILE DE LA DÉCLARATION FISCALE N°24-83



PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
(Employeurs ayant au moins dix salariés)

N° 2483

Direction générale
des impôts

N° 11168 * 01

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ANNÉE 1998 OU LA PÉRIODE DU 19 AU 19

(Lire attentivement la notice n° 2484 avant de remplir la présente déclaration qui doit être envoyée en deux exemplaires au plus tard le 30-4-1999)

Formulaire obligatoire
en vertu des art. 235 ter
et 235 ter K du CGI
et L 951-2 à L 951-12
du Code du travail
et art. 27 de la loi 90-613
du 12 juillet 1990

Délégation générale
à l'Emploi
et à la Formation professionnelle

Jours et heures de réception du service →

Adresse de ce service où cette déclaration doit être déposée →

Identification du destinataire →

Adresse du déclarant
(quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire)

Recette	N° de dossier	Clé	Régime	Insp.
N° SIRET				Code activité

Rayer les mentions qui ne correspondent plus à la situation exacte de l'entreprise (dénomination, adresse, SIRET, code APE...) et signaler ci-contre le changement intervenu.

.....

.....

.....

.....

.....

B RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX <i>(Voir notice)</i>		Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Employés	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires	Ingénieurs et cadres	TOTAL
1		2	3	4	5	6	7
NOMBRE DE SALARIÉS <i>(Voir notice)</i>	HOMMES	2					
	FEMMES	3					
	TOTAL	4					
DONT : Apprentis							
Bénéficiaires de contrats emploi-solidarité, emploi consolidé, emploi-ville							
Bénéficiaires de contrats d'adaptation, d'orientation, de qualification							
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE <i>(Voir notice)</i>		Moins de 50 salariés		De 50 à 199 salariés		200 salariés et plus	

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION					
DATE DE RÉCEPTION	Pénalités	Taux %	9000	Taux 5 %	9005
		Taux %	9001	Taux %	9006
		Taux %	9002	Taux %	9007
Somme :		Date :			
dont OC :		N° PEC N			
		N° d'opération N			

Rég.	Dép.	N° d'ordre
------	------	------------

N° 2483 - Série G - IMPRIMERIE NATIONALE 9 443257 D - Février 1999 - 8 048460 1 M 3

C MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVEMENT CONSENTIES (Voir notice)	
Dépenses de formation interne.....	①
Dépenses d'équipement en matériel et de locaux.....	②
Dépenses de formation externe (par voie de conventions de formation).....	③
dont : * conventions annuelles.....	
* conventions pluriannuelles.....	
* conventions de bilans de compétences.....	
Rémunérations des stagiaires et bénéficiaires de bilans de compétences.....	④
Dépenses de transport et d'hébergement.....	⑤
Dépenses d'évaluation des besoins de formation.....	⑥
Dépenses exposées dans le cadre d'un engagement de développement de la formation professionnelle.....	⑦
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du plan de formation.....	⑧
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du capital de temps de formation (à reporter ligne 17 du cadre H).....	⑨
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (à reporter ligne 18 du cadre H).....	⑩
Financement des formations professionnelles en alternance (report de la ligne 14 du cadre G).....	⑪
Autres versements, financements ou dépenses.....	⑫
Total des lignes 1 à 12.....	⑬
À déduire : subventions publiques effectivement perçues en 1998.....	⑭
DÉPENSES DÉDUCTIBLES : [ligne 13 – ligne 14] [à reporter ligne 4 du cadre F].....	⑮

D DÉSIGNATION ET ADRESSE DES ORGANISMES COLLECTEURS PARITAIRES AGRÉÉS (OPCA), BÉNÉFICIAIRES DE VERSEMENTS (Voir notice)
• Au titre du plan de formation et du capital de temps de formation :
.....
.....
• Au titre des formations professionnelles en alternance :
.....
.....
• Au titre du congé individuel de formation (contrats à durée déterminée et indéterminée) :
.....
.....

E EXCÉDENTS REPORTABLES (Voir notice)			
ANNÉE D'ORIGINE DES EXCÉDENTS DE DÉPENSES 1	EXCÉDENTS DE DÉPENSES REPORTABLES SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1997 2	EXCÉDENTS DE DÉPENSES MENTIONNÉS COLONNE 2 EFFECTIVEMENT IMPUTÉS SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1997 3	SOMMES RESTANT À IMPUTER SUR LA PARTICIPATION DE L'ANNÉE 1998 (col. 2 – col. 3) 4
1995	a).....	c).....	
1996	b).....	d).....	
1997	»	»	e).....
TOTAL			
CRÉDIT D'IMPÔT-FORMATION			
① <input type="text"/> – ② <input type="text"/> = ③ <input type="text"/> [à reporter ligne e (ci-dessus)]			

Montant des rémunérations versées au cours de l'année ou de la période ① <input type="text"/>	
F	PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
Montant de la participation incombant à l'employeur : Montant de la ligne 1 × 1,50 % (2 % pour les entreprises de travail temporaire)	②
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de la participation, après application éventuelle de la réduction	③
Montant des dépenses effectivement consenties (report de la ligne 15 du cadre C)	④
S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence (4) – (2) ou (3), à inscrire en (5)	⑤
S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence (2) ou (3) – (4)	⑥
Montant des excédents reportables de 1995, 1996 et 1997 (total du cadre E)	⑦
Différence (6) – (7) à inscrire sur cette ligne, si (6) est supérieur à (7), sinon chiffre 0 (à reporter ligne 24 du cadre K)	⑧
G	FINANCEMENT DES FORMATIONS EN ALTERNANCE
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,4 % (0,3 % : employeur non redevable de la taxe d'apprentissage)	⑨
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction	⑩
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé au titre des formations professionnelles en alternance	⑪
Montant des dépenses forfaitaires imputées directement par l'employeur	⑫
Insuffisance éventuelle : (ligne 9 ou 10) – [ligne 11 + ligne 12] (à reporter ligne 29 du cadre K)	⑬
Total lignes 11 à 13 (à reporter ligne 11 du cadre C)	⑭
H	FINANCEMENT DU CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION ET DU CAPITAL DE TEMPS DE FORMATION
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 1 × 0,20 % (0,30 % pour les entreprises de travail temporaire)	⑮
Employeur ayant franchi le seuil de 10 salariés depuis moins de 7 ans : taux de la réduction applicable :	%
Montant de l'obligation après application éventuelle de la réduction	⑯
Versements à un organisme collecteur paritaire agréé :	
– au titre du capital de temps de formation : (50 % au maximum du montant indiqué lignes 15 ou 16 du cadre H)	⑰
– au titre du congé individuel de formation (CIF)	⑱
Insuffisance éventuelle : [(ligne 15 ou 16) – (lignes 17 + 18)] (à reporter ligne 27 du cadre K)	⑲
J	FINANCEMENT DES CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION DES TITULAIRES DE CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE (CDD)
Montant des rémunérations versées aux titulaires de CDD (non compris les titulaires de contrats visés aux lignes 8 à 10 du cadre B)	⑳
Montant de l'obligation incombant à l'employeur : montant de la ligne 20 × 1 %	㉑
Versement à un organisme paritaire agréé au titre du congé individuel de formation (CIF)	㉒
Insuffisance éventuelle [ligne 21 – ligne 22] (à reporter ligne 28 du cadre K)	㉓
K	VERSEMENTS AU TRÉSOR PUBLIC INCOMBANT À L'EMPLOYEUR
Insuffisance de participation à la formation professionnelle continue (report ligne 8 du cadre F)	㉔
Versement de régularisation suite à résorption de conventions de formation échues au 31 décembre 1998	㉕
Versement pour défaut de consultation du comité d'entreprise (ligne 2 ou 3 du cadre F × 50 %)	㉖ K 1
Insuffisance de participation aux congés individuels de formation (report ligne 19 du cadre H)	㉗
Insuffisance de participation aux CIF des titulaires de CDD (report ligne 23 × 2 du cadre J)	㉘
Insuffisance de participation aux formations en alternance (report ligne 13 du cadre G)	㉙ K 2
Total du versement à effectuer au Trésor public en francs : lignes 24 à 29	㉚
Si vous payez en euros, report de la case 30	F / 6,55957
	(taux de conversion)
Mode de paiement : numéraire <input type="checkbox"/> ; chèque bancaire <input type="checkbox"/> ; mandat ou virement postal <input type="checkbox"/>	
Pièces jointes :	
– nombre de procès-verbaux de délibération du comité d'entreprise, de l'organisme en tenant lieu ou des comités d'établissement	<input type="text"/>
– nombre de procès-verbaux de carence prévus à l'article L. 433-13 du Code du travail	<input type="text"/>

L NOMBRE DE STAGIAIRES, D'HEURES DE STAGES, SELON LES TYPES DE FINANCEMENTS DE LA FORMATION ET SELON LES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES (Voir notice)						
1	Ouvriers non qualifiés 2	Ouvriers qualifiés 3	Employés 4	Agents de maîtrise, techniciens et autres professions intermédiaires 5	Ingénieurs et cadres 6	TOTAL 7
PLAN DE FORMATION						
• Stagiaires pris en charge en totalité par l'employeur	Hommes ②					
	Femmes ③					
	Total ④					
• Stagiaires pris en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....	⑤					
• Heures de stages prises en charge en totalité par l'employeur.....	⑥					
• Heures de stages prises en charge totalement ou partiellement par un organisme collecteur paritaire agréé.....	⑦					
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par l'employeur.....	⑧					
CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION (CIF)						
• Stagiaires pris en charge exclusivement par l'employeur ou bénéficiant d'une simple autorisation d'absence.....	⑨					
• Stagiaires pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF (hors bilans de compétences).....	⑩					
• Nombre de bilans de compétences pris en charge par un organisme collecteur paritaire agréé au titre du CIF.....	⑪					
• Heures de stages prises en charge par l'employeur (CIF et bilans de compétences).....	⑫					
FORMATIONS PROFESSIONNELLES EN ALTERNANCE						
• Nombre de bénéficiaires de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation.....	⑬					
• Heures de stages prises en charge au titre de contrats de qualification, d'adaptation ou d'orientation.....	⑭					

M RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR ÂGE ET PAR SEXE (Voir notice)				
Nombre de stagiaires	Moins de 26 ans	de 26 à 44 ans	45 ans et plus	Total
	Hommes..... ①			
Femmes..... ②				

À, le

Signature :

CÉREQ
Dépôt légal 2^{ème} trimestre 1999

Ce nouveau volume de La formation professionnelle continue financée par les entreprises propose, à l'instar des précédents, une exploitation des déclarations fiscales n° 24.83, mais en y incluant cette fois des informations relatives aux très petites entreprises et aux associations.

Les données présentées, qui portent sur 1996, montrent que pour la deuxième année consécutive le taux de participation financière des entreprises (TPF) à la formation professionnelle continue s'est réduit pour atteindre 3,25 % de la masse salariale. Ce taux reste néanmoins bien au-delà de l'obligation légale des entreprises qui était en 1996 de 1,5 %. Par ailleurs, si cette réduction est perceptible au niveau global, c'est-à-dire en considérant l'ensemble des entreprises, elle masque en réalité des différences selon leur taille.

Depuis 1993, cette baisse était essentiellement le fait des entreprises de plus de 500 salariés. Mais en 1996, ce phénomène s'est étendu aux entreprises de plus de 50 salariés. Le TPF des plus petites entreprises a par contre continué de progresser entre 1995 et 1996, sans pour autant se dégager de l'obligation légale. En 1996, les entreprises de 10 à 19 salariés consacraient 1,73 % de leur masse salariale à la formation professionnelle continue, et les entreprises de 20 à 49 salariés 1,87 %, ce qui est bien en deçà de la moyenne nationale.

.

ISBN : 2-11-090-935-8

ISSN : EN COURS

10, place de la Joliette
BP 21321 - 13567 Marseille Cedex 02
Tél. : 04 91 13 28 28 / Fax : 04 91 13 28 80